

Sommaire

La leçon espagnole
par Paul Delduc 8

Introduction
Les grandes lignes à retenir de l'expérience madrilène
par Ariella Masboungi 10

I – MADRID, DE SA CRÉATION À LA SORTIE DE CRISE

UNE HISTOIRE URBAINE 18

Madrid en sept séquences
Des origines de la ville à la transition démocratique 20

1985 : premier plan general de ordenación urbana de Madrid
Enseignements et postérité d'une stratégie urbaine 34

Quels contours pour la métropole ? 40

1985-2015
Trente ans de planification stratégique 42

Madrid Río. Ouvrir la rivière sur la ville : un chantier pharaonique 46

Madrid Métropole
Un territoire aux contours mouvants exposé aux défis du XXI^e siècle 48

2015-2019 : STRATÉGIE 54

Madrid 2015-2018
Un projet solidaire au service d'une philosophie pragmatique 56

Les défis du projet urbain
Solidarité, participation, créativité 64

Plaz-er
Onze places civiques dans la périphérie 70

Qualité de l'air et environnement
Un plan A, « parce qu'il n'y a pas de plan B » 72

Nouveau départ pour les secteurs stratégiques
Mahou-Calderón, Nouveau Nord et Grand Sud 80
Madrid Nouveau Nord : 25 ans de projet 88

II – TROIS ENJEUX MAJEURS : MADRID SOLIDAIRE, PARTICIPATIVE ET CRÉATIVE

MADRID SOLIDAIRE 92

Plan MAD-RE
La planification stratégique au service de l'action 94

Pixelliser la régénération des quartiers 100

Agir sur le logement
Une politique du *care* pour agir sur la ville « oubliée » 102

Marchés couverts et commerce de proximité
Moteurs d'une économie locale, équitable et écoresponsable 108

La culture au quotidien, levier de rééquilibrage territorial 114

Multiplier Madrid : l'invention de nouveaux lieux culturels 118

MADRID PARTICIPATIVE 120

Madrid parie sur la démocratie participative 122

Decide Madrid
Rouage essentiel de la démocratie directe madrilène 126

Plaza de España
Nouveau souffle pour un « poumon urbain » choisi par les Madrilènes 130

Une politique urbaine liant espaces publics et mobilité
Un modèle madrilène 132

Gran Vía
Imaginer la rue métropolitaine du XXI^e siècle 140

La « ville productive » transforme le centre historique
Le concours European face au « système Gran Vía » 148

MADRID CRÉATIVE 150

Atouts et carences d'une capitale globale
Organiser la sortie de crise pour résorber les inégalités 152

Le projet MARES
Économie sociale, solidaire... et circulaire 154

Le Matadero
Un ancien abattoir de 130 000 m² devenu « réacteur municipal » de créativité sociale 156

La Nave
Vaisseau amiral d'une innovation économique et populaire en périphérie 158

Experimenta Distrito
Décentraliser les espaces-temps de la créativité citoyenne 162

Les laboratoires citoyens
Une histoire espagnole et madrilène 164

Campo de Cebada
Modèle urbain alternatif porté par une « maîtrise d'ouvrage populaire » 168

Imagina Madrid
Programme expérimental de création artistique 170

Concepteurs nouvelle génération
Outils et territoires d'action émergents 172

QUATRE PARCOURS POUR DÉCOUVRIR MADRID

 174

Parcours #1 Madrid Río
Autour des rives du Manzanares 176

Parcours #2 Solidarité
La première périphérie de la capitale 180

Parcours #3 Participation
Au cœur de la ville et des grands projets 184

Parcours #4 Créativité
Autour du triangle d'art, entre tourisme et avant-garde culturelle 188

Madrid

Vue nocturne de Madrid
depuis la *cupola* de
la station spatiale
internationale, en 2010.

/ Arielle Mashrouji / Madrid, Solidarité, participation, créativité / ISBN 978-2-86364-344-0

www.editionsparentheses.com



La leçon espagnole

Madrid offre une nouvelle exploration des villes européennes par l'atelier «Projet urbain», l'idée étant de saisir leurs avancées face aux défis qu'elles ont à affronter, en exploitant leur potentiel toujours unique et les spécificités qui font leur force et leur attractivité.

L'expérience madrilène offre nombre de parallèles avec les questions qui mobilisent les villes françaises, au premier rang desquelles celle de l'échelle métropolitaine en lien avec les enjeux du développement durable. Madrid jouit d'une taille enviable, près de six fois Paris intra-muros, presque la taille de la métropole parisienne. Ces moyens d'action sont par conséquent très larges, même si elle ne dispose pas de toutes les prérogatives pour mieux gérer le lien entre urbanisme et transports notamment — certains sujets relevant de la région métropolitaine. Mais cela n'empêche pas l'équipe municipale actuelle d'exercer pleinement son engagement — la solidarité comme doctrine de gouvernance —, pour mieux doter la *périphérie intra-muros* des qualités dont elle était dépourvue. Pour ce faire, son action se décline aux plans économique, culturel et spatial.

Le cas madrilène démontre par ailleurs que la bonne échelle dépasse celle de la ville, aussi large soit-elle. Les problèmes de gouvernance empêchent la ville de mener ses combats métropolitains. C'est en effet à la Région mais aussi à la Ville dans les décennies précédentes que l'on doit le modèle urbain étalé, la tolérance vis-à-vis des centres commerciaux périphériques, qui se sont développés surtout au-delà de la limite urbaine, et la politique du tout automobile. Si la Région s'attaque à présent à ces dérives, elle a fort à faire et c'est à elle que revient la responsabilité de la préservation des sols et de la biodiversité et la gestion de la prévention des risques.

La solidarité érigée comme ligne de conduite place Madrid, comme nombre de villes espagnoles engagées dans cette voie, au premier plan les villes qui s'attaquent aux inégalités sociales croissantes. Cette iniquité touche la plupart des villes européennes et mondiales — iniquité

Paul Delduc,
directeur général
de l'Aménagement,
du Logement
et de la Nature.

en termes de logement, de transport, d'équipement, de culture, de qualité environnementale, de travail et de production de richesse sur le territoire. Le pouvoir citoyen madrilène se veut partageur et la maire rêve d'une ville où chaque quartier serait le plus *lui-même* possible, ce qui induit une amélioration des conditions de logement et un engagement à produire du logement social. Elle vise ainsi à renégocier les accords sur les grandes opérations urbaines qui, même si elles resteront toujours conduites par le privé, se doivent d'être mieux inscrites dans leur site et plus mixtes aux plans social et fonctionnel.

Enfin le pouvoir citoyen en place a affirmé la participation comme condition *sine qua non* de l'exercice de la nouvelle équipe municipale depuis 2015. Exercée dès la campagne municipale, la participation se vérifie d'abord par une forte présence sur le terrain des élus, y compris la maire, ce qui démontre qu'être à la tête d'une capitale n'interdit pas la proximité avec les citoyens. La participation se décline sur un grand nombre de registres dont l'ouverture de la municipalité aux propositions émanant de la société civile et un bon usage d'une plate-forme internet attirant 400 000 inscrits qui proposent des mesures, votent pour des projets et induisent ainsi les évolutions urbaines.

Efficacité et freins sont tous deux au rendez-vous car il est difficile de changer radicalement le cours des choses face au poids des habitudes, à celui de l'appareil municipal, aux divergences avec la Région voire avec l'État et surtout au regard des quatre courtes années du mandat. Mais l'état d'esprit à Madrid est à présent radicalement modifié : les initiatives abondent, la dette est allégée (démontrant au passage que solidarité ne se conjugue pas avec gaspillage), les investisseurs sont de retour, l'habitat se rénove en profondeur et les projets sont reconfigurés.

Cette belle expérience reste à approfondir pour le bien de nombreux territoires urbains qui cherchent une voie plus solidaire et plus équitable. Madrid démontre dès à présent l'intérêt du dialogue, du parler-vrai, de l'ouverture à la créativité plurielle et d'un mode d'action publique qui refuse l'ostentatoire pour se centrer sur le bien commun. ●

Les grandes lignes à retenir de l'expérience madrilène

Madrid, capitale de l'Espagne, dont la surface équivaut presque à celle de la métropole du Grand Paris, s'est engagée dans une démarche qui, si elle est souvent évoquée, est rarement mise en œuvre : faire la ville pour tous et avec tous !

Ariella Masboungi,
architecte-urbaniste,
Grand Prix de
l'urbanisme 2016.

La démarche n'est pas unique en Espagne où nombre de villes, et non des moindres, Barcelone, Valence, Saragosse, Saint-Jacques-de-Compostelle, La Corogne, Cadix, sont dirigées depuis 2015 par d'anciens « indignés ». Ces villes sont conduites par des listes citoyennes appuyées par la gauche radicale — dans le cas de Madrid par la gauche traditionnelle. Dans un contexte mondial d'accroissement des inégalités sociales et de la précarité, accrues par un manque de justice environnementale, ces expériences tentent de faire la ville autrement. À Madrid, la mise en œuvre d'une politique urbaine plus inclusive n'a pas fait exploser — n'en déplaise aux Cassandra ! — le budget municipal. Elle a en réalité réduit les dettes des pouvoirs précédents, avec l'aide sans doute de la reprise économique et de la baisse du chômage en Espagne.

Ces « municipalités du changement » méritent d'être explorées pour en évaluer les réussites et les échecs. L'aventure madrilène est au premier plan pour nombre de raisons, la première étant le contexte et l'ampleur du territoire. Le contexte est celui d'un pouvoir politique citoyen mené de main de maître par une élue atypique, Manuela Carmena, magistrate de haut vol, engagée de longue date dans un combat pour la justice et l'égalité, ainsi que pour le respect et la dignité d'autrui. Édile issue de la société civile sans étiquette politique, elle sait rassembler autour d'elle les forces vives pour mener à bien ses engagements, tout en restant à l'écoute de tous et surtout des citoyens. Madrid a réduit de plus d'un milliard la dette abyssale de la ville. « Ne pas voler, ça aide ! », a-t-elle ironisé pour expliquer comment elle a procédé. Cette réduction de la dette démontre aussi et surtout qu'une gestion raisonnable n'est pas incompatible avec la solidarité. Ce mode de gouverner pourrait faire école tant il cadre avec les attentes sociétales. Cela, à condition de lever les obstacles nés notamment d'un système de gouvernance territoriale qui ne se prête guère au jeu proposé.

Malgré le temps très court du mandat, quatre ans, et malgré les nombreuses embûches rencontrées pour inverser les processus en cours et changer de méthodes, le changement de cap — dans le droit fil des engagements de campagne de la liste citoyenne Ahora Madrid —, est affirmé. S'il est perceptible, il est bien sûr moins visible qu'une grande stratégie spatiale et architecturale. Celle-ci reste à entreprendre.

Faire la ville avec tous et pour tous est un leitmotiv malaisé à réussir à brève échéance. C'est qu'un héritage d'opérations engagées reste à assumer ; c'est que la capacité est limitée à changer les cadres de travail. Un effort gigantesque a pourtant été entrepris pour transformer l'organisation municipale. Toutefois les directions sont données et nombre de résultats déjà perceptibles, parfois insuffisants aux yeux des amoureux d'architecture et de gestes urbains, mais sensibles pour le mode de vie des Madriléens.



La toiture du Círculo de Bellas Artes accueille désormais un bar et un restaurant offrant des vues plongeantes sur la Gran Vía et un panorama sur la Sierra, au nord.

Trois directions de travail qui guident les politiques et actions urbaines se repèrent d'ores et déjà : solidarité, participation et créativité. Trois directions qui font système entre elles et qui sont colorées par l'ambition commune de rendre le territoire plus durable, selon les trois volets du développement durable — économie, société et environnement —, tant dans sa réalité physique que dans les usages.

La solidarité est sans doute l'enjeu premier. Il se traduit par un changement de modèle urbain. Il s'est agi de limiter les extensions urbaines, de tenter d'achever les opérations laissées en plan par la spéculation et la bulle immobilière, d'apporter un frein à la mobilité automobile dominante, de jouer l'appropriation de son quotidien par la valorisation de la proximité, de régénérer l'espace public pour favoriser la proximité et la convivialité. Solidarité, c'est offrir un logement à tous. Ainsi fut bloquée dès le début du mandat la vente prévue de 6 000 logements sociaux à des fonds spéculatifs et fut relancée la production de logements neufs. La lutte contre les expulsions a été par ailleurs si efficace que le bureau qui y était dédié est à présent caduc. La maire, qualifiée de « madone du droit au logement », s'est engagée à construire 4 000 logements sociaux lors de son mandat et s'applique, pour ce faire, à débloquent les opérations urbaines. En effet l'opération Chamartín longuement en attente fait l'objet d'un nouvel engagement de la Ville qui remet en cause un projet largement spéculatif pour mieux l'intégrer à la ville. L'enjeu pour la municipalité est de renégocier les engagements pris précédemment avec le privé pour faire valoir les enjeux du nouveau mandat.

Agir sur l'habitat se fait aussi de manière invisible, notamment grâce au programme MAD-RE qui réhabilite les immeubles de logements produits par les années 1960 au-delà du périphérique en plus de sa démarche de rééquilibrage urbain de la ville. Une politique plus solidaire passe également par un processus de régénération de l'espace public dans ces quartiers, moins spectaculaire que ceux menés dans le

centre mais essentiels à la qualité de vie des Madrilènes les moins privilégiés. La solidarité se perçoit par ailleurs dans des gestes et des symboles, tel offrir les invitations VIP aux matchs prestigieux de tennis aux jeunes de banlieues !

La participation est un engagement fort de la Ville au travers de la présence des élus dans les quartiers. Il est vrai que campagne municipale s'est déroulée au plus près du terrain, confirmant l'appétence des Madrilènes pour une forme de démocratie directe, déjà perceptible durant le franquisme et surtout lors de l'accès à la démocratie longtemps rêvée et mise en œuvre d'emblée dans les quartiers. En 2015, le mandat de la nouvelle équipe municipale fut inauguré par un referendum sur les réformes urbanistiques et l'instauration de forums locaux appelant les citoyens aux échanges directs avec les édiles, et souvent avec la maire elle-même.

Une plate-forme participative inaugure un nouveau mode de prise d'initiatives des habitants. Les propositions avancées par les citoyens, si elles sont plébiscitées par les 400 000 inscrits de la plate-forme, sont alors étudiées par la Ville qui les met ensuite au vote des Madrilènes pour passer à l'acte. Le budget participatif, à l'instar des villes sud-américaines et de Lisbonne, joue sa partie. Ouvert à tous, il n'est pas réservé aux habitants privilégiés et aux associations aguerries. La participation c'est aussi l'accueil d'initiatives qui dynamise le territoire, avec un pouvoir à l'écoute des propositions mineures et majeures pour la vie de la cité, qui tente de mettre en œuvre les propositions pertinentes et réalistes. Le mode participatif est en outre prégnant dans les projets et concours d'urbanisme et d'espace public, non sans interroger la répartition des rôles entre experts, usagers et politiques. L'avenir dira si la qualité urbaine est au rendez-vous. Il n'en reste pas moins que « les



Le patio de la Casa Encendida, transformé en espace polyvalent.



La Plaza Mayor, place royale devenue épicentre touristique de la ville historique.

Madridènes sont convaincus d'une chose : ils ont à nouveau une voix et la municipalité est un espace politique ouvert qui leur appartient », selon le très militant adjoint à la participation, Pablo Soto.

La créativité est en continuité avec les deux décennies de fonctionnement des laboratoires citoyens de Madrid, portés par la puissance publique qui en fait de véritables équipements. Face à la rivière régénérée dans ses abords sur 6 km par les équipes municipales précédentes, le Matadero, 130 000 m², ancien abattoir devenu lieu de création, d'événements et de services publics foisonne d'initiatives culturelles, citoyennes et étend son action à tous les quartiers de la ville. Dans la continuité des grands musées réalisés ou agrandis par la fine fleur de l'architecture, nombre de lieux culturels font vivre cette ville notamment au-delà de l'hyper centre, visant à offrir ces qualités à l'ensemble de la ville, voire l'espace métropolitain, nouvel horizon de Madrid. La volonté de la maire est en effet que chacun des vingt et un districts de la ville existe à part entière, et renforce leur identité. L'événementiel multiforme est un moyen. Il vise à attirer les Madrilènes mais aussi les touristes, par l'originalité et la qualité des programmes ainsi que par la mise en scène du paysage et des lieux investis.

La créativité, c'est aussi la régénération des marchés traditionnels pour renforcer la vie de quartier, la proximité et les centralités mais aussi diversifier l'activité de ces marchés pour en faire des lieux de restauration, des équipements publics, des lieux de rencontre et de mixité.

La créativité relève aussi d'une dimension économique, fer de lance de l'action urbaine pour diversifier les secteurs économiques classiques, Madrid en représentant une part essentielle à l'échelle du pays. Ainsi la Nave, ancienne nef industrielle très joliment réhabilitée, joue le



Meninas Madrid Gallery.



rôle de formation, de pépinière d'entreprises, de levier d'innovation en périphérie du centre pour affirmer l'enjeu d'élargissement de la zone économique madrilène et son ouverture aux nouvelles économies.

Tout va-t-il pour le mieux dans la Madrid actuelle ? Si la réduction de l'automobile et la mutation de l'espace public sont visibles, si la ville poursuit son embellissement avec l'achèvement de la régénération de la Gran Vía et la mise en œuvre de celle de la plaza de España et de onze places périphériques ; si la présence de l'art en ville et l'événementiel vont croissant ; le chemin reste long « pour que les choses changent » — clin d'œil au titre du livre publié par la maire. Le chemin est encore plus long pour mettre en œuvre les grandes opérations urbaines revisitées par l'équipe actuelle.

La gare d'Atocha doit sa métamorphose au plan général de 1985. La nef « historique », transformée en hall d'attente, abrite désormais une serre tropicale.



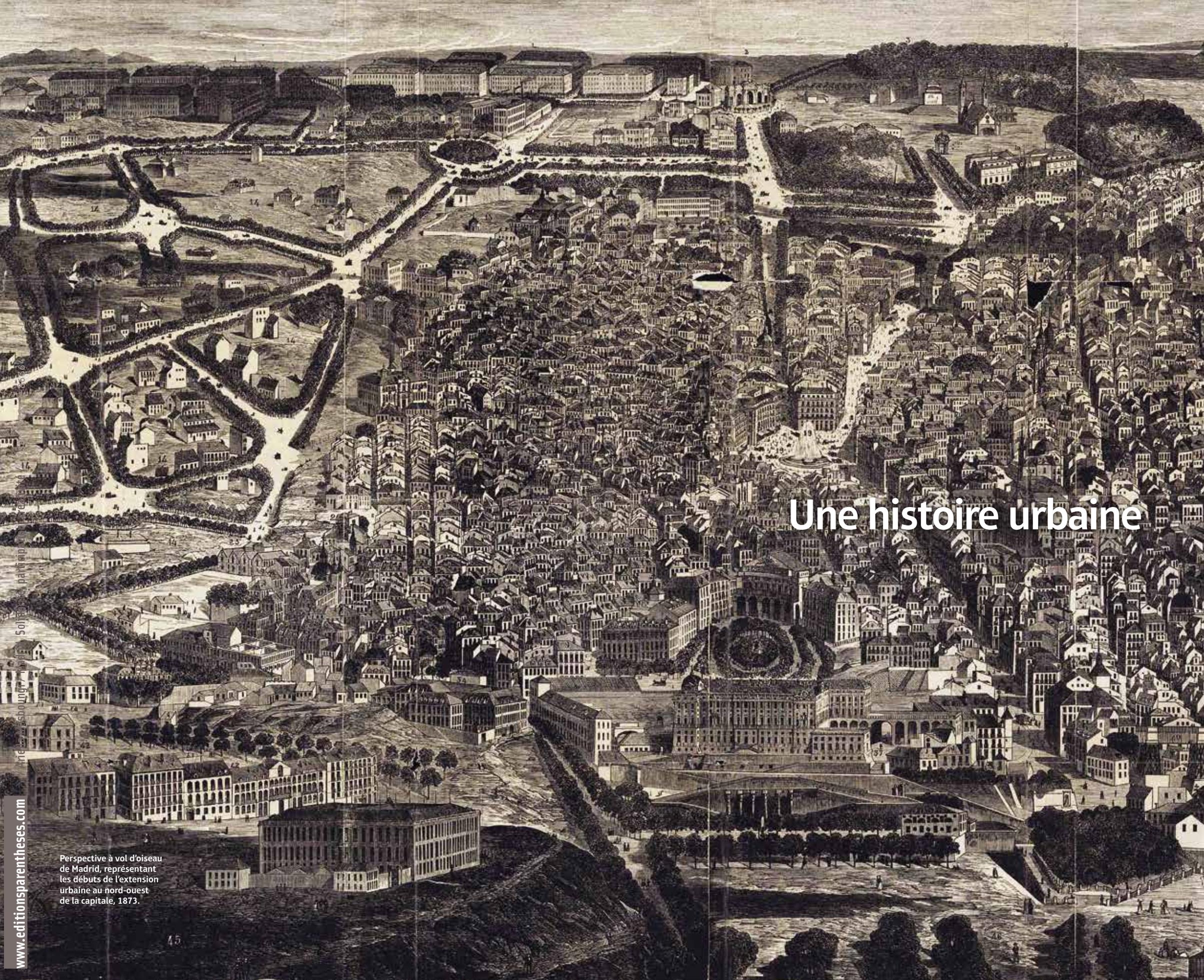
Mais le changement le plus profond est invisible ; il concerne l'amélioration de la vie quotidienne, du logement, de la vie de proximité, de la solidarité, de la dynamique économique et culturelle. Et il est réel et ressenti comme tel par les Madrilènes.

En revanche nombre de sujets se heurtent toujours à un manque de coordination entre la Ville et la région métropolitaine : problèmes environnementaux, gestion des questions durables, modèle urbain, préservation des sites naturels, relation entre transports et urbanisme. Madrid ayant presque la taille de la métropole parisienne, cela démontre bien par ricochet que, sur ces sujets, c'est l'échelle de la région qui est pertinente.

Quatre ans de mandat sont bien courts pour infléchir les directions d'action urbaine, même si la nouvelle équipe ne nie pas tout ce qui a été fait précédemment. Faire la ville avec tous ralentit encore les processus, car le top down a la supériorité de la vitesse d'action certes. Beaucoup reste à faire et notamment une vision forte de l'urbanisme de demain. Ce n'est pas aisé dans une ville dont le charme résiderait dans l'illisibilité, à l'instar de Los Angeles, mais qui appellerait plus de clarté, de continuité, de vision urbaine à grande échelle. La suite de l'histoire reste à écrire. ●

Une rue caractéristique du centre historique (mars 2018).

I. MADRID, DE SA CRÉATION À LA SORTIE DE CRISE



Une histoire urbaine

Perspective à vol d'oiseau de Madrid, représentant les débuts de l'extension urbaine au nord-ouest de la capitale, 1873.

Madrid en sept séquences

Des origines de la ville à la transition démocratique

800>1734

Des origines arabes à l'incendie de l'Alcázar

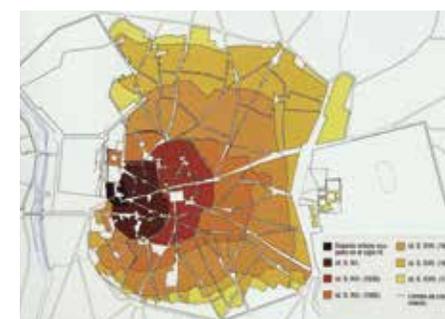
Du Madrid médiéval ne demeurent que quelques traces éparses. Les origines de la ville remontent à l'érection au IX^e siècle d'une forteresse par le Califat omeyyade, aux abords de l'actuel palais royal : une première enceinte fortifiée qui sera étendue au XIII^e siècle. Au début du XV^e siècle, 5 000 habitants se répartissent dans des quartiers juif, arabe et chrétien, clairement délimités. Ignorée jusqu'à la fin du XV^e siècle par des monarques itinérants, plus préoccupés par le choix de leurs mausolées que par celui d'une capitale fixe¹, il faut attendre juin 1561 pour que Felipe II transfère définitivement la cour de Tolède à Madrid où la population y atteint 20 000 habitants. Fondé sur l'ancienne forteresse omeyyade, le nouvel Alcázar (Palacio Nuevo) s'impose dans une Madrid en forte croissance démographique². Débordant de ses murailles, elle s'étend vers l'est au-delà de la plaza Mayor et de la Puerta del Sol, sans toutefois répondre aux besoins exponentiels de

Carlos Sambricio, historien de l'architecture et de l'urbanisme. Traduit de l'espagnol par Antoine Petitjean.

La Ville de Madrid, cour des rois catholiques d'Espagne, vers 1635. Représentation moderne (années 1960), Ateliers du service géographique de l'armée.

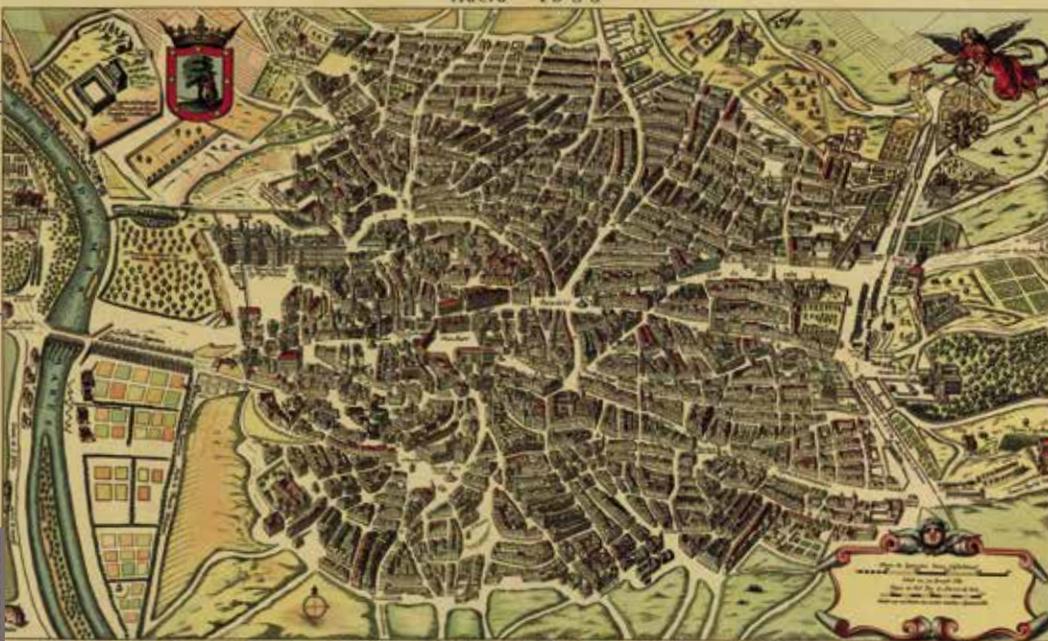


La Plaza de la Villa depuis la calle Mayor, au cœur de la première enceinte urbanisée.



Sept étapes de croissance urbaine, du IX^e siècle (noir) au milieu du XVIII^e siècle (jaune). À partir du noyau urbain apparu dans le Haut Moyen Âge, plusieurs enceintes se succèdent vers l'est, tournant le dos à la rivière située en contrebas et longtemps limitée par l'enceinte de Felipe IV qui restera déterminante jusqu'en 1868.

LA VILLA DE MADRID CORTE DE LOS REYES CATOLICOS DE ESPANA. Hacia 1635



- 1 Certains parlent à l'époque de la migration de la cour entre les « capitales de la mort » : Tolède, Salamanque, Grenade...
- 2 Madrid passe de 2 500 foyers recensés en 1561 à 10 000 cinquante ans plus tard.
- 3 Le Madrid de Cervantes, Lope de Vega Calderón, Quevedo, Góngora... ou de peintres comme Velázquez, Murillo, Rivera, Zurbarán.
- 4 Ou traités de Westphalie, la paix met un terme à la guerre de Trente Ans et de Quatre-Vingts Ans le 24 octobre 1648. Les trois traités de paix contribuent à remodeler en profondeur l'Europe.
- 5 Sa fonction étant fiscale et non défensive, elle est bâtie sous Felipe IV à partir de 1625.
- 6 Donnant sa direction à trois voies prenant naissance aux environs de la Puerta del Sol.

la cour. Pour y pallier, la Carga de Aposento (littéralement l'« impôt de chambre »), adoptée en 1521, impose aux propriétaires de céder le second étage de leurs logis pour héberger les fonctionnaires royaux. La réticence à construire des bâtiments de plus d'un étage est une conséquence directe de cet « impôt en nature » hérité de la période itinérante de la cour. La situation impactera dans la durée l'urbanisme et l'architecture d'une capitale impériale³ qui n'atteindra jamais le renom de Rome ou de Paris. En témoigne, le plan de Teixeira (1656), dépourvu de tout monumentalisme et d'espaces publics majeurs. En 1648, la paix de Westphalie⁴ entérine la décadence économique et politique de l'Empire espagnol. Tout en maintenant l'illusion de sa grandeur perdue, Madrid entre dans un immobilisme durable. Hormis la construction dès 1625 d'une nouvelle clôture (non fortifiée⁵), le XVII^e siècle sera toutefois marqué par la construction d'une seconde résidence royale, le Palais du Buen Retiro, déterminant dans la structuration urbaine de la capitale : tout en confirmant la croissance de la ville vers l'Est⁶ le nouveau domaine institué, par l'obstacle que représentaient ses vastes jardins, un nouvel axe nord-sud : les futurs *prados*. À l'écart du centre médiéval, profitant d'un ruisseau prenant plus au nord sa source, couvents et monastères agrémentés de jardins d'ornements et de potagers s'installent alors sur les rives du nouvel axe.



Madrid Río. Ouvrir la rivière sur la ville : un chantier pharaonique

Décidé en 2003, l'enfouissement d'une portion significative de la M-30 le long du Manzanares donnera le jour, huit ans plus tard, à ce qui est devenu l'un des parcs majeurs de la capitale. Réalisé en un temps record, le projet gomme la présence de l'infrastructure et donne un nouvel accès à la rivière dont les barrages, réalisés à l'époque où l'on voulait en faire la Seine locale, ont été ouverts pour qu'elle renoue avec son régime hydraulique spécifique, générateur d'habitats naturels divers en fonction des saisons. Le projet articule trois « entités de paysage » ponctuées chacune de jardins. Le « salon des pins » est une bande continue d'une trentaine de mètres de largeur dont les pins tortueux, plantés sur les tunnels, évoquent les paysages montagnards où la rivière trouve sa source. La « scène monumentale » organise la relation physique et visuelle entre l'entrée du parc de la Casa de Campo et le Palais Royal. Enfin la « rive de l'eau » et son Parque de la Arganzuela renouent avec la dimension longitudinale

du cours d'eau et accueille des équipements publics majeurs, comme le Matadero. Ponctuant le parcours, de nombreux jardins — celui du pont de Ségovie, qui renforce le contact visuel avec la rivière, ou celui du pont de Toledo, d'inspiration classique avec ses parterres pensés comme un « tatouage » — mettent en valeur les principaux éléments patrimoniaux du site tandis qu'un système de nouveaux ponts et passerelles permettent de résorber les anciennes ruptures entre les quartiers. Les concepteurs : les paysagistes et architectes associés de Burgos & Garrido Arquitectos Asociados, Porras & La Casta, architects, Estudio Alvarez-Sala en collaboration avec les Néerlandais de West 8. Le projet a bénéficié de l'engagement massif des services de la Ville. ●



Madrid Métropole

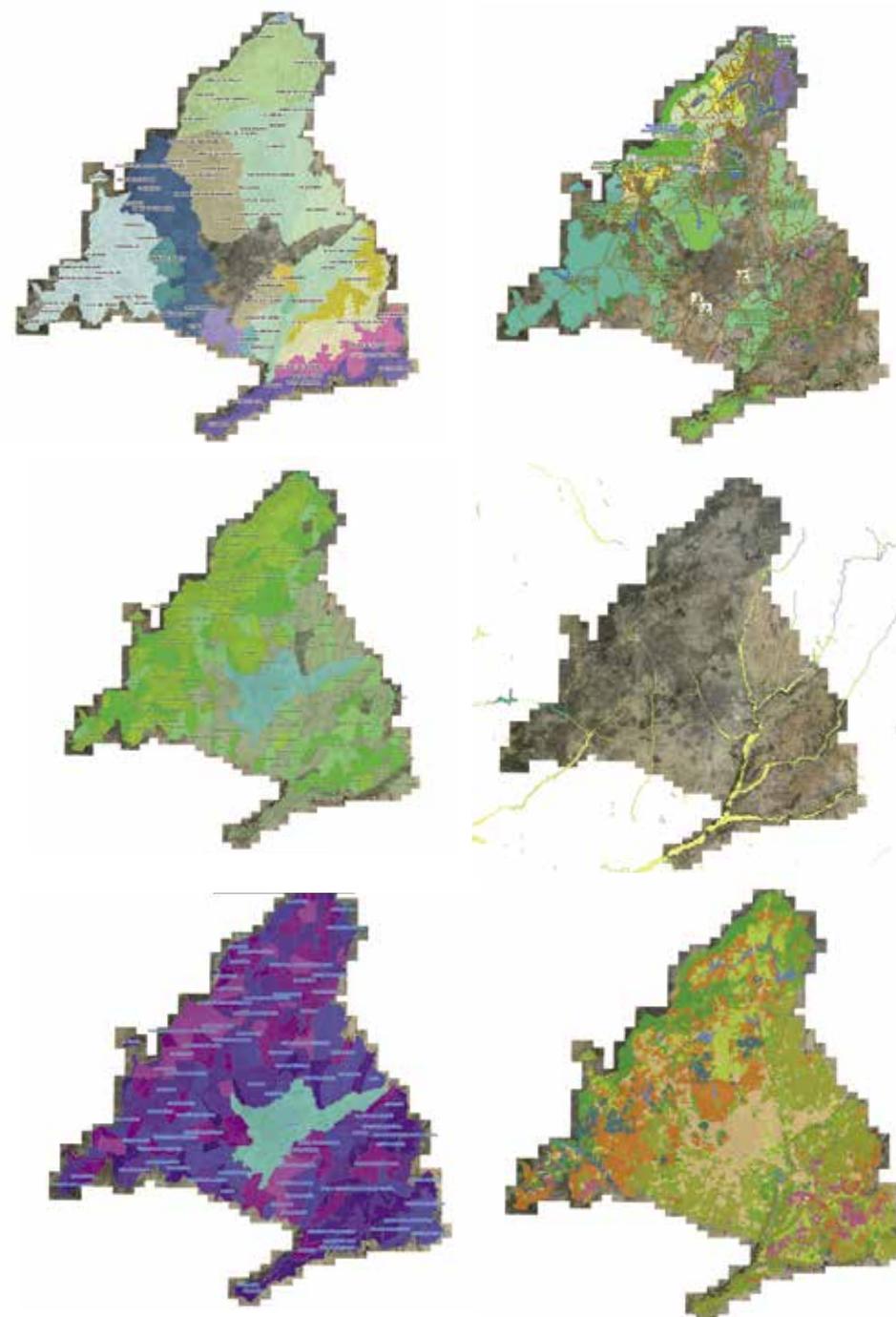
Un territoire aux contours mouvants exposé aux défis du XXI^e siècle

Difficile de cerner le territoire métropolitain : objet de fantasmes institutionnels et de conflits anciens, la « métropole de fait » déborde tant la capacité de gouvernance actuelle que les limites de la Région autonome de Madrid, rattrapant Tolède, Ségovie et Guadalajara. Si la coopération entre ville-centre et instances métropolitaines régionales n'est pas à l'ordre du jour, tout ne dysfonctionne pas pour autant. À commencer par le système de mobilité, l'un des plus performants et plus récents en Europe¹, porté par un opérateur indépendant qui réussit à dépolitiser cette question d'intérêt général. Grande absente des débats politiques, en déficit d'image à échelle nationale et internationale, exposée à des mouvements de population significatifs et à une accélération des transformations de son territoire, la métropole existe en creux, au gré de dispositifs opérationnels qui dessinent les contours de compétences fragmentaires mais en état de marche.

Un territoire qui a su absorber vingt ans d'immigration rapide et massive

L'aire métropolitaine madrilène totalise 6,3 millions d'habitants — 3,18 millions pour Madrid, 3,14 pour la Région, sans compter les grandes villes « satellitaires » situées à moins de 70 km du centre de la capitale. Malgré un taux de natalité faible³, la croissance marquée (+1,5 million) de la population, entre 1996 et 2015, a été alimentée par différentes vagues d'immigration espagnole comme marocaine, ibéro-américaine (Équateur, Bolivie, Paraguay), chinoise et roumaine⁴. Madrid peut toutefois se targuer d'une bonne intégration sociale des communautés : la crise n'a pas enclenché de repli identitaire et populiste. La majorité des arrivants partagent la langue nationale et un socle culturel « compatible » — à commencer par la religion catholique —, facteurs d'intégration tout comme leur acceptabilité des métiers les moins valorisés et nécessaires au fonctionnement de la ville (12% des emplois relèvent du secteur de la construction à Madrid, contre 7% à Paris⁵). Autre atout : l'indice de fécondité, supérieur chez les femmes des différentes vagues d'immigration que chez les Espagnoles. Le facteur est clef pour ralentir l'inversion d'une pyramide des âges, marquée par le vieillissement de la population. S'il s'avère favorable sur les plans sociaux, culturels et économiques, l'afflux de population a généré une nouvelle poussée d'étalement urbain en grande périphérie. Celui-ci s'installe le long des autoroutes radiales, créant des situations critiques du fait de la carence de contrôle et d'équipement en transport public. En troisième couronne urbaine, de nouvelles enclaves non reliées entre elles ni avec la ville-centre se sont confortées, au détriment des premières et secondes couronnes qui se dépeuplaient. Ceci alors que la majorité de l'emploi demeurait dans le centre (Nord-Ouest pour les secteurs de la finance et du tertiaire, Sud-Est pour les emplois industriels).

1 Comme le réseau berlinois, Madrid dispose d'un ring (la ligne 6 du métropolitain) et de lignes radiales assurant un maillage cohérent de son territoire. Entre 1995 et 2011, le réseau est passé de 120 km à 215 km de lignes.
2 À hauteur, respectivement, de 51% et 15%. Le système de santé, universel, représente le premier poste de dépense pour la Comunidad de Madrid. L'augmentation rapide de la population a remis en question les capacités de la Région à y répondre, tout comme les abus de certains Européens (Anglo-saxons) qui ont tiré parti des services de santé espagnols.
3 L'indice de fécondité en Espagne était en 2015 de 1,33 enfant par femme.
4 La communauté supplante en nombre les autres. Durant la crise, une part significative des immigrés d'origine ibéro-américaine est retournée au pays, ce qui n'est pas le cas des Roumains.
5 Ce qui explique le départ massif des travailleurs à l'arrivée de la crise : de 70 000 logements construits en amont de la crise, seul 5 000 étaient livrés pendant les années de vaches maigres.

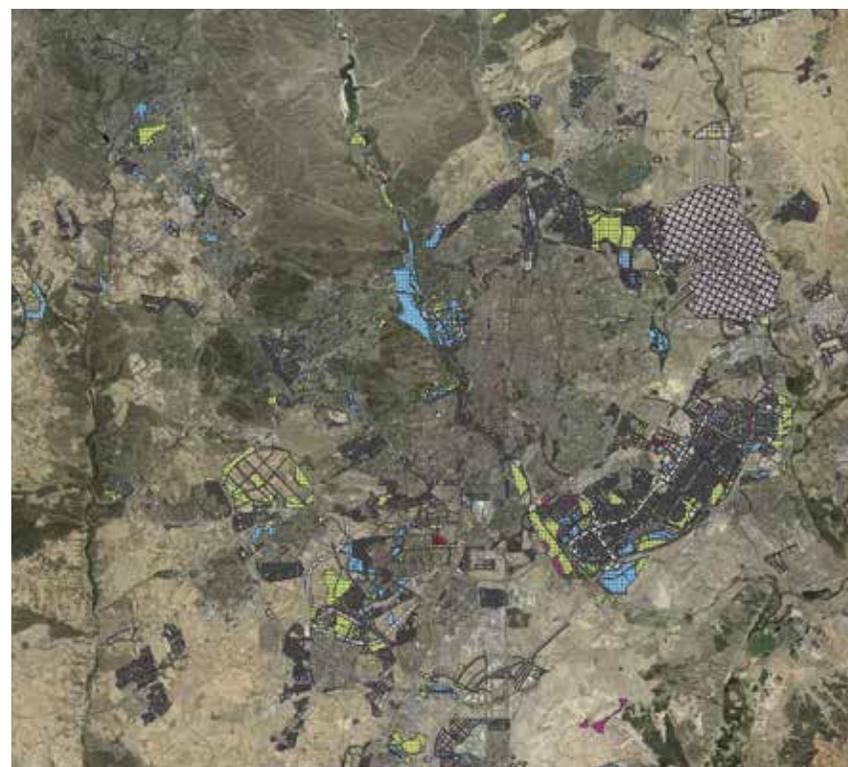
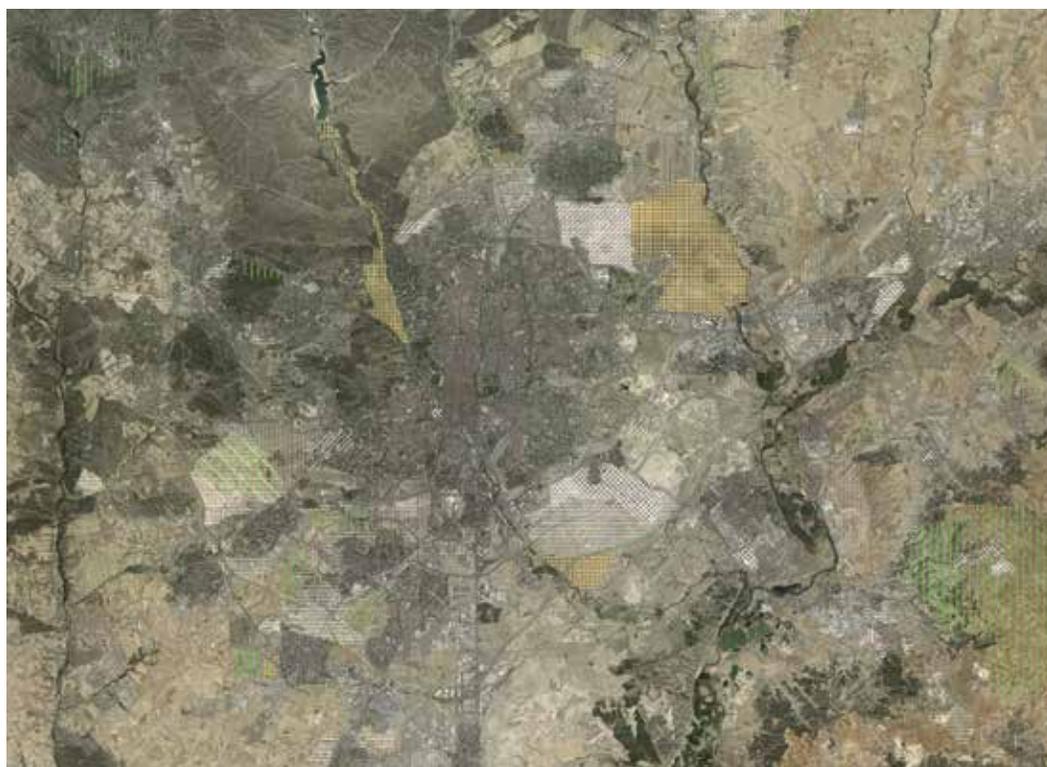
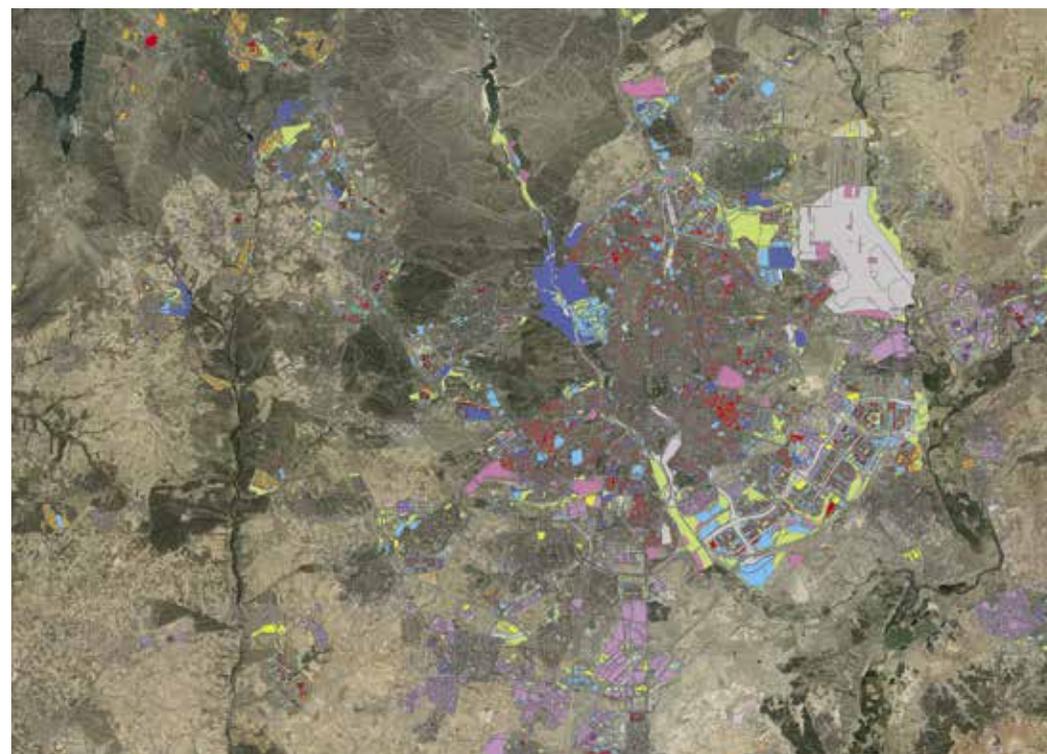
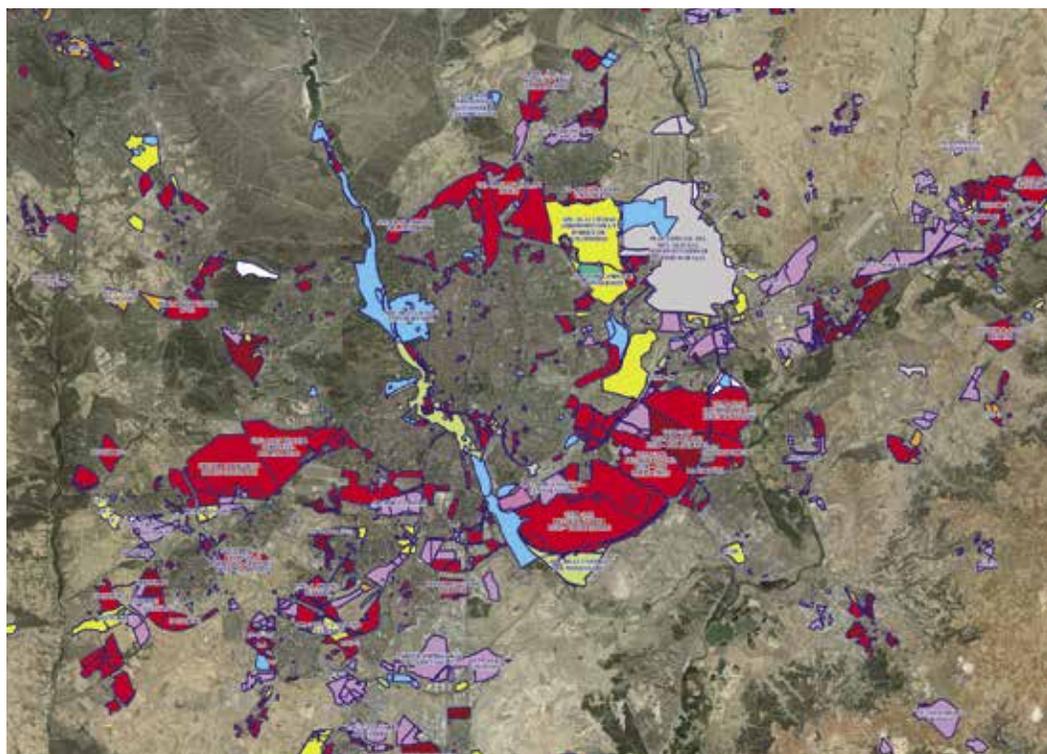


Le paysage, dimension fondatrice du territoire métropolitain.

Au-delà de la définition des entités de paysage du territoire régional et du renforcement des

parcs naturels protégés (en haut), la Comunidad de Madrid édicte un jeu de périmètres en fonction de la qualité et de la fragilité de ses paysages pour tenter de

structurer le dialogue avec les communes tout en renforçant la prise en compte des risques croissants du fait de l'évolution constatée du climat.



Les transformations du territoire métropolitain en temps réel :

— en haut à gauche, les secteurs de projet en cours de définition ou de mise en œuvre ;

— en haut à droite, classification fonctionnelle détaillée du foncier ;

— en bas à gauche, synthèse des périmètres de protection, non urbanisables ;

— en bas à droite, réseaux structurants : mise en relation d'équipements sociaux, d'espaces verts et libres, de services urbains et de logements sociaux, classés en fonction de leur échelle « générale », supramunicipale ou locale.

II. TROIS ENJEUX MAJEURS : MADRID SOLIDAIRE, PARTICIPATIVE ET CRÉATIVE

Madrid solidaire



Un cours de gymnastique à destination des séniors au cœur du parc Madrid Río et à proximité des nefs du Matadero, février 2018.

MAD-RE

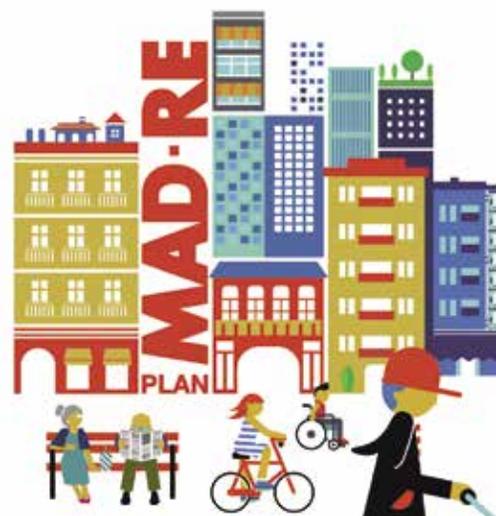
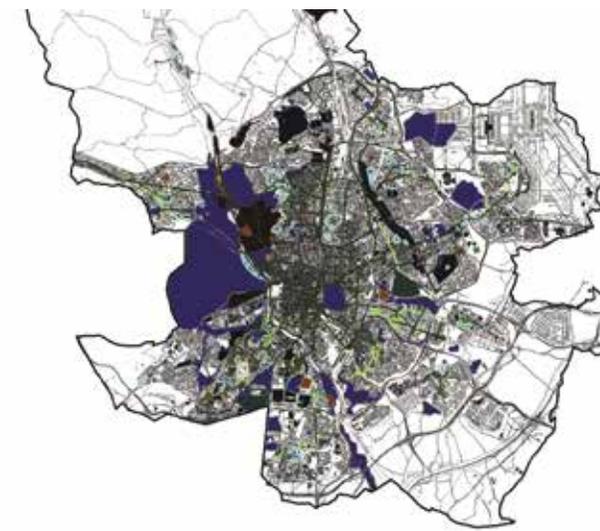
La planification stratégique au service de l'action

Penser le long terme tout en répondant à l'urgence sociale des quartiers : tel est l'objectif de la « stratégie de régénération urbaine » baptisée MAD-RE (Madrid Recupera). L'équipe dirigeante priorise d'emblée la mise à niveau des logements. Elle met sur pied, en 2015, un programme en deux volets, ciblant l'aide à la réhabilitation des logements et une planification stratégique à l'échelle de la ville en faveur du rééquilibrage social et économique du territoire : une politique de « solidarité urbaine » conforme à son engagement. L'action articule des projets d'échelles temporelles et spatiales variées, animée par la plate-forme et le budget participatifs municipaux. La stratégie, transversale et spatialisée, a profité de la réorganisation des services comme de l'important diagnostic qu'ils ont réalisé sous le précédent mandat demeure lettre morte. Après deux ans de travail, le programme MAD-RE a été adopté en mai 2018 pour compléter une approche « pointilliste » de réhabilitation des bâtiments et de leurs abords au cas par cas à l'échelle de la capitale. Le nouveau département de la planification stratégique s'imagine offert à l'ensemble des quartiers : « Si la Ville n'a plus les moyens de réaliser de grands projets, elle peut stimuler les mutations urbaines, à condition d'adapter ses outils et d'intégrer habitants et acteurs privés très en amont de la démarche. »

MAD-RE est la première tentative significative, sinon affirmée comme telle, de reprise du *plan general*, vingt ans après la révision du document régulateur par le parti conservateur (1997) qui rendit l'ensemble du foncier constructible. Outre un défaut de vision politique, les normes et les règlements du *plan general révisé* (1997) s'avèrent incapables de répondre aux différentes situations de projet comme à l'instabilité du marché immobilier post-crise. Comprendre ce contexte, « fluide » et imprévisible, implique de pouvoir traiter des données urbaines que la révolution numérique a démultiplié et de mettre à jour les indicateurs et les lignes d'actions prioritaires. Autre impératif : intégrer les enjeux de développement durable et de résilience climatique particulièrement sensibles sur le haut plateau de la Meseta où est installée la capitale.

Avec l'actualisation des indicateurs et la définition typologique des secteurs urbains, l'identification et le renforcement de « réseaux » est le troisième pilier méthodologique du plan MAD-RE. Ici, quatre cartes d'analyse détaillant, de haut en bas et de gauche à droite :

- le réseau de proximité (distances moyennes entre équipements, services, logements et aménités) ;
- le réseau d'identité (esprit de quartier, sentiment d'appartenance) ;
- le réseau environnemental (trames verte et bleue, corridors écologiques) ;
- le réseau de mobilités.



Agir sur la ville existante : logo du plan MAD-RE.

Réforme des services : une nouvelle direction de planification stratégique

Parmi les quatre directions générales du Département du développement urbain durable, la Direction de la planification stratégique est la plus « petite » en effectif, la plus transversale et la seule à se consacrer principalement à la définition d'une prospective pour la ville. Créée en 2015 avec la réorganisation des services, elle a pour mission de tirer parti de l'important diagnostic réalisé sous les précédents mandats en l'actualisant grâce à la

valorisation des données numériques. Elle fait le lien entre les autres directions (notamment celles de la planification et gestion urbaines et de l'espace public, mobilité et infrastructures) comme entre les Départements (notamment celui de la participation, de la transparence et de la gouvernance ouverte) tout en assurant l'ouverture du département à l'international en inscrivant l'action de la Ville dans les initiatives portées par l'Onu ou le C-40. ●

Madrid parie sur la démocratie participative

L'essor de la participation madrilène plonge ses racines dans le mouvement des Indignés, né au cœur de la capitale le 15 mai 2011. Alors que depuis 2007 la crise s'installe en Europe et qu'en 2011 la Grèce se confronte à l'austérité, l'Espagne s'enfonce dans la récession : nombre de personnes subissent la crise du système bancaire en perdant leur emploi et/ou leur logement. La bulle immobilière éclate, laissant une périphérie urbaine inachevée dans laquelle les habitants sont laissés à leur sort. Le 15 mai 2011 est fondateur : sans répondre à aucun appel émanant des structures politiques « traditionnelles », des centaines de milliers d'Espagnols réunis grâce aux réseaux sociaux « prennent » la rue, simultanément dans cinquante villes du pays. Il ne s'agit pas d'une manifestation comme les autres : sans brandir de revendication directe, la société civile exprime son attachement à la démocratie et à l'exigence de faire évoluer les institutions du pays. Rien de moins que résister à la crise en changeant de modèle social et politique. « La cohérence de la politique municipale actuelle ne peut s'évaluer qu'à l'aune de ce mouvement populaire et transgressif des cadres institutionnels. Faire évoluer la représentativité, qui s'était fourvoyée en Espagne dans une bureaucratie et une corruption croissantes, est notre première responsabilité si l'on veut sauver nos démocraties. » Le consensus populaire tient la durée, malgré le durcissement législatif de l'État¹, et le mouvement de « résistance », bien qu'hétérogène, converge dans une demande de plus en plus forte de transparence, de participation citoyenne et de meilleure séparation des pouvoirs² : trois domaines qui demeurent prioritaires, sept ans plus tard. « Depuis le début du mouvement, il s'agissait de passer d'une responsabilité "passive" où les citoyens ne sont appelés à voter qu'une fois tous les quatre ans à une responsabilité "active" qui convoque l'expression citoyenne sur un nombre croissant de sujets : une revitalisation de la vie démocratique. »

Il faudra attendre 2014 pour que le mouvement trouve la clef électorale au niveau européen, marquant un tournant : le mouvement, initialement obsédé par l'absence de dirigeant et la rotation des « porte-voix » par tirage au sort, doit se structurer et nommer des représentants. Il se constitue en parti politique³ et cherche à transformer l'essai populaire de la mobilisation. Le succès européen se rejouera un an plus tard lors des élections municipales de 2015 où nombre de villes sont « conquises » aux partis traditionnels, tandis que les élections générales de 2016 tirent un trait sur trente années de bipartisme avec l'entrée en force de soixante-neuf candidats de Podemos au Congrès⁴. Malgré son échec relatif aux élections législatives au mois de juin suivant, force est de constater que la vie démocratique espagnole continue de se renouveler, notamment au niveau local. L'action développée à Madrid veut approfondir le mouvement, même si les médias traditionnels sont accusés par l'équipe au pouvoir de représenter une entrave à sa communication : « Ce n'est pas un hasard si le mouvement a pris un écho particulier dans les grandes villes et chez les jeunes : l'histoire européenne montre que c'est là que se joue l'innovation, à rebours des idées que la presse diffuse. Quand celle-ci fait ses gros titres sur l'insatisfaction des Madrilènes face au dispositif

¹ Ce dernier changera la Constitution en août 2011, faisant évoluer la Loi électorale et la Loi sur les hypothèques puis imposant aux collectivités de participer au règlement de la dette nationale.

² Le mouvement ne sera pas « récupéré » par les structures traditionnelles, notamment grâce à un engagement dans la durée des citoyens qui précisent progressivement leurs revendications en fonction de thèmes fédérateurs ou de leurs « secteurs professionnels ». Ce seront les différentes « marées » (verte pour l'écologie, blanche pour la santé...).

³ Deux partis tiennent la corde en 2014 mais c'est Podemos qui confirme son importance au niveau national.

⁴ Soit 20,6% lors des élections du 20 décembre 2015.



La participation citoyenne dans tous ses états : jour de vote pour choisir le projet de mutation de la Plaza de España (en haut) et séance de travail au sein du Medialab-Prado (en bas).



Débats sur le budget participatif à l'occasion de l'événement G1000 Madrid 2017, accueilli par le Palacio de Cibeles, siège de la mairie.

participatif, les études⁵ montraient que 82% d'entre eux y adhèrent, et qu'ils sont 75% à désirer encore plus de consultations populaires.» Une attaque en règle des médias, il est vrai, souvent à charge, qui traduit surtout une difficulté, malgré les réseaux sociaux, à renouveler le fonctionnement médiatique et l'accès à l'information.

Fer de lance d'une « communication directe » et de l'ouverture du débat et de la décision aux citoyens, la plate-forme Decide Madrid, loin d'impliquer l'ensemble du corps électoral, peut se targuer d'avoir sur sa première année rassemblé 200 000 inscrits et à présent 400 000 : une prouesse pour un réseau porté par une administration publique aux moyens limités, rare alternative aux GAFA. Aux critiques (le gap numérique, la non-représentativité des inscrits, l'impossible régulation des doléances et l'incapacité à embrasser des enjeux complexes ou la grande échelle territoriale), Pablo Soto répond qu'il faut faire confiance aux citoyens : « L'exemple suisse prouve que la participation n'est pas question d'échelle : des questions stratégiques de niveau national ont été l'objet de votations sans conduire le pays au chaos. Quant à la supposée incapacité des citoyens à faire des propositions constructives, c'est partir du principe que les habitants sont majoritairement irresponsables, ce qui n'est évidemment pas le cas ». Que certains États mexicains — ainsi que l'Uruguay ou des régions autonomes espagnoles (Castilla-la-Mancha et l'île de Majorque — aient décidé d'utiliser l'interface à un niveau régional ou national, montre que ce n'est pas une vaine utopie. Reste, pour la collectivité, à articuler les initiatives et propositions citoyennes dans le cadre général de sa politique et à relayer sur le terrain les dispositifs numériques qui lui ont permis de susciter la participation citoyenne : les vingt-sept « bureau d'accès à la citoyenneté » et l'ensemble des dispositifs physiques (dont le vote par courrier qui reste majoritaire) y pourvoient.

Le débat n'est pas muselé ni exempt d'expressions locales de type NIMBY (Not In My Backyard) ou s'opposant aux mesures prises par la collectivité : la fermeture d'un incinérateur de déchets et le maintien des anciens bacs de récolte des ordures ménagères ont actuellement le vent en poupe sur la plate-forme, ce qui apparaît favorable aux élus. Même s'il y a peu de chances qu'elles obtiennent le nombre suffisant de voix pour être examinées par la Ville, elles ont le mérite de susciter un débat utile : « S'il y a déplacement d'un incinérateur, il faut être en mesure de proposer

⁵ L'enquête sur la qualité de vie et la satisfaction relative au niveau de services publics menée chaque année par la Ville : des entretiens individuels d'une demi-heure, à domicile, rassemblant un panel de 5 à 8 000 Madriléens. Quant à la question « Comment jugez-vous la gestion de Manuela Carmena ? », le pourcentage de citoyens satisfaits est croissant depuis 2015 et la maire surpasse le score de tous ses prédécesseurs : un plébiscite dont la validité se vérifiera dans les urnes dès 2019.

une alternative, quant aux poubelles, beaucoup estiment que ce serait gaspiller de l'argent public que de revenir à la précédente solution : l'auto-régulation citoyenne est vérifiable au quotidien, et la plate-forme semble pour le moment tout à fait apte à la laisser s'exprimer». Decide Madrid montre ainsi une autre de ses fonctions : laisser s'exprimer des idées, même elles s'avéraient minoritaires voire illégitimes et étaient battues en brèche par les citoyens : une façon d'entendre les expressions locales sans les déprécier et de s'engager dans la voie d'une « municipalité de minorités satisfaites » garante d'une acquisition collective de compétence.

Arrivée en 2015, Ahora Madrid doit déjà envisager le bilan des trois dernières années en vue des élections municipales de 2019. Les prédictions concernant le prochain mandat sont cependant presque impossibles à dresser tant le paysage politique est instable : « Quatre années de mandat sont insuffisantes, surtout pour qui veut refonder l'action démocratique localement et affirmer une gouvernance humaniste. Mais les Madriléens sont convaincus d'une chose : ils ont à nouveau une voix et la municipalité est un espace politique ouvert qui leur appartient. » Beaucoup reste cependant à accomplir pour consolider ce processus démocratique, à commencer par un changement culturel en profondeur de la classe politique qui n'est pas appelée à disparaître, bien au contraire. Pour innover jusque dans son bilan, la Ville tente une nouvelle expérience en convoquant par tirage au sort un jury citoyen selon un panel représentatif d'une cinquantaine de Madriléens issus de tous les quartiers de la capitale. Le dispositif est relativement classique en Europe

depuis les années 1990, sauf qu'il ne s'agit plus seulement de soumettre des questions décidées par la collectivité, mais de demander au jury de se saisir de thèmes qui lui semblent prioritaires tout en ayant un avis critique sur les propositions de la plate-forme municipale. C'est là une façon de partager avec les citoyens la responsabilité du bilan de la municipalité en toute logique avec le processus participatif enclenché.



La participation citoyenne n'est pas uniquement dématérialisée : présence sur l'espace public, débats, ateliers coopératifs et... enveloppes papier permettent à tous les citoyens de participer.

La volonté est de gommer une frontière numérique marquée entre les générations. Ici : le courrier envoyé à l'ensemble des citoyens à l'occasion de la première consultation populaire.

Decide Madrid

Rouage essentiel de la démocratie directe madrilène

L'arrivée d'une « gauche alternative » au pouvoir en 2015 apparaît comme un des prolongements du mouvement des Indignés, et très tôt structuré autour de la réforme en profondeur de la vie démocratique et de ses institutions à partir de la gouvernance locale et de la prise de parole des habitants. Quatre années plus tard et plusieurs métropoles conquises, dont Madrid, Barcelone, Saint-Jacques-de-Compostelle, la Corogne, Valence ou Saragosse, les « mairies rebelles », conduites par des listes citoyennes — appuyées par Podemos, parfois en coalition avec le parti socialiste — pratiquent une démocratie participative intense. Madrid, comme les autres villes, a peu de temps pour mettre sur pied cette modalité nouvelle d'exercice du pouvoir, créant *ex-nihilo* un département « de la participation, de la transparence et de la gouvernance ouverte ¹. » Ces thèmes deviennent le socle commun à l'ensemble de l'action municipale, donc aux politiques urbaines, et tirent parti des outils numériques en open source. « Conçue sur logiciel libre, la plate-forme Decide Madrid est la clef d'une participation réelle et efficace, la garantie d'une agilité de la discussion publique et de son ouverture à l'ensemble des habitants, quels que soient leurs niveaux d'éducation et de revenu. » Un outil qui s'internationalise grâce au projet Consul qui réunit quinze pays et plus de quatre-vingts villes (dont Paris, Buenos Aires, Mexico et Turin) de toutes tailles et orientations politiques. La collaboration se joue ainsi également à l'échelle globale, entre collectivités apportant chacune son expertise.

Différents « canaux de participation »

Madrid se nourrit des propositions d'initiatives citoyennes en ligne, facilitées par sa plate-forme numérique comptant près de 400 000 inscrits. La Ville s'engage à mettre en œuvre les initiatives soumises au vote lorsque le seuil de 1% des majeurs de 16 ans (soit 27 000 personnes) est franchi, ce qui est peu fréquent. En 2017, seules deux propositions furent éligibles : « Madrid 100 % durable » qui décline en quatorze lignes d'action des mesures de résilience environnementale et un projet de tarification unique pour les transports en commun sur laquelle la Ville s'est engagée à négocier avec le gouvernement régional. Par ailleurs, Madrid expérimente deux autres interfaces :

- le budget participatif, doté de 100 millions d'euros, ciblé sur des propositions de caractère « opérationnel », qui se déroule en trois étapes sur un cycle annuel : dépôt des propositions, évaluation par les services puis vote ouvert des propositions retenues par la collectivité ;

- des consultations populaires autour de questions ponctuelles, comme l'évolution de normes ou règlements et la



1 Área de Gobierno de Participación Ciudadana, Transparencia y Gobierno Abierto.

2 Contrairement à d'autres dispositifs comme celui de Lisbonne. Voir *Le Projet urbain en temps de crise, L'exemple de Lisbonne*, sous la dir. d'Ariella Masboungi, Paris, Éditions du Moniteur, 2013.

Exposition des réponses à l'appel à idées pour la Plaza de España sur l'espace public, objet de la consultation : une façon de décloisonner la discussion publique.



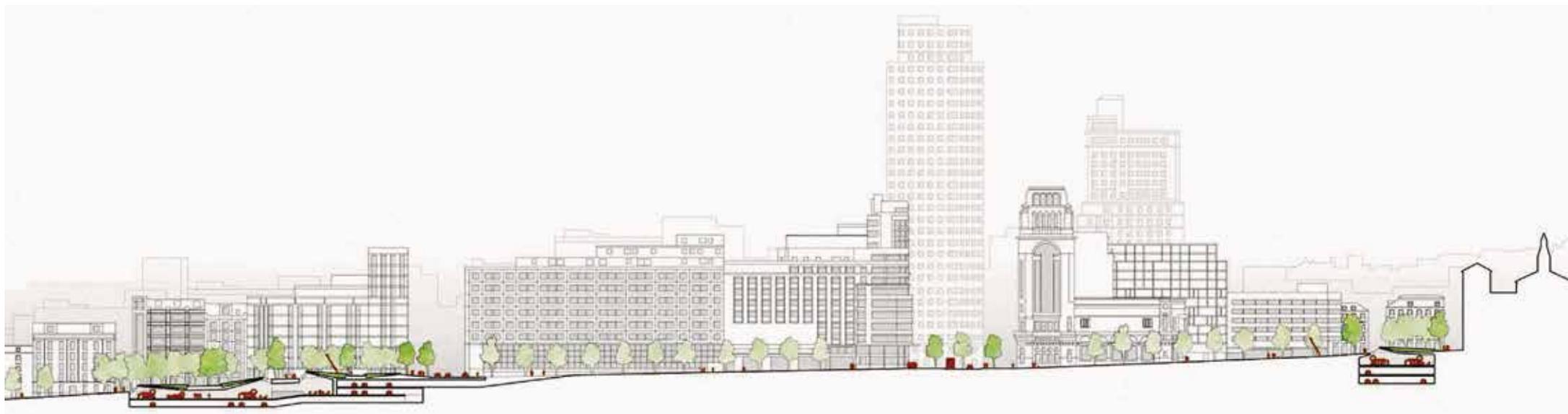
Entre les 13 et 19 février 2017, deux propositions citoyennes ayant obtenu l'appui nécessaire — « Madrid 100 % durable » et « Billet unique pour le transport public » — ont été mises au vote. Une première ! Cette consultation populaire a été associée à celle portant sur le futur de la Plaza de España (dernier round) et de la Gran Vía, tandis que des « consultations de quartier » soumettaient au vote des propositions sectorielles pour six arrondissements de la capitale.

définition de projets majeurs comme la mutation d'espaces ou services publics, à l'instar de la Plaza España, de la Gran Vía ou de l'aménagement des onze « places civiques » dans la première périphérie de la capitale.

Budget participatif : susciter la créativité citoyenne

Partant de 60 millions d'euros en 2016, le budget participatif s'élevait en 2017 à 100 millions d'euros dont 30 % pour des projets de rayonnement métropolitain (réseau cyclable, fontaines potables...) et 70 % pour des projets de quartiers. Il est distribué en fonction de la taille des arrondissements et leur niveau de richesse. Après trois sessions, la tendance s'affirme : une moitié des projets concerne l'environnement, et plus précisément l'aménagement de nouveaux espaces de « respiration », végétalisés, récréatifs ou dédiés au tri des déchets, comme un meilleur maillage cyclable. L'autre moitié s'adresse aux problèmes sociaux, qu'ils concernent les publics très précarisés et vulnérables (violences faites aux femmes, centres d'accueil des personnes âgées, atteintes de la maladie d'Alzheimer ou sans domicile fixe) ou l'amélioration des centres sociaux et des bibliothèques de quartier existants.

Le budget participatif ne fonctionne pas par subvention : il met au débat public autour de 10 % du budget annuel d'investissement communal, la Ville restant maître d'ouvrage des projets retenus². Chaque citoyen peut voter à deux niveaux, mais une seule fois : à l'échelle de la ville et à celle du quartier. Cela suscite une auto-organisation des habitants faisant campagne localement pour les projets et apprenant à réinstaller le débat dans la vie des quartiers.



La « ville productive » transforme le centre historique Le concours European face au « système Gran Vía »

Madrid s'est emparé du thème de la ville productive proposé par le concours European 15 (2017) pour aiguiller la réflexion sur les « arrières » de la Gran Vía. À partir d'une analyse approfondie des services, posant les bases d'une mise en réseau des rues et des places « satellites » de la principale artère du centre historique, les concurrents ont ainsi proposé des réponses sur une ou plusieurs d'entre elles. Un des postulats du concours est que les structures existantes, notamment les parkings enterrés qui monopolisent l'essentiel de l'espace, entravent toute diversification fonctionnelle et la végétalisation des lieux. Les nuisances qu'elles génèrent (trafic, pollution) peuvent trouver une seconde vie si de nouveaux usages et une nouvelle économie est invitée à s'y déployer. Deux seconds prix ont été décernés : de nature plus analytique, la proposition « Common Ground » (architectes : Diego Martín Sánchez, Noemí Gómez Lobo) met au point un catalogue d'outils, d'opérations et de dispositifs de régénération graduelle des structures définissant progressivement de nouveaux espaces publics tandis que le projet « On the Blue Summer Evenings » (reproduit ici) intervient significativement sur certains parkings enterrés pour explorer à fond leur potentiel de mutation. ●



Vues en coupe de la proposition « On the Blue Summer Evenings » pour les places « arrière » de la Gran Vía, lauréate du concours European : les anciens parkings sont reconvertis en équipements publics et accueillent des services et des tiers-lieux permettant de

répondre à la problématique des « villes productives » lancée par le concours européen lors de sa dernière édition. Architectes : Santiago Cifuentes Barrio, Eva Cuadrado, Juan Francisco Buendía.



Perspective de la Plaza del Carmen, place réhabilitée.



Madrid créative

Atouts et carences d'une capitale globale

Organiser la sortie de crise pour résorber les inégalités

La sortie de crise permettrait-elle à Madrid de se hisser au niveau des capitales européennes les plus dynamiques comme Londres ou Paris malgré son profil économique atypique¹ ? La tendance semble se confirmer en faveur du oui, au dire de la direction de l'économie et du secteur public de la Ville qui s'appuie sur plusieurs indicateurs : bon équipement infrastructurel, dynamisme d'un milieu universitaire cosmopolite, créativité du tissu entrepreneurial et rôle particulier dans la relation européenne aux pays hispanophones. Le fait est que la ville pâtit d'un manque flagrant de coordination métropolitaine et que le pas à franchir est immense pour diversifier et « relocaliser » efficacement sur le territoire la production de richesse. La ville fait le point à l'heure où le Brexit la fait rêver d'un nouveau rôle économique en Europe.

Un territoire attractif

La structure économique de la capitale ne reflète pas celle du territoire national. Concentrant les « services avancés² » (quatre fois plus présents que dans le reste de l'Espagne) et les sièges sociaux espagnols, européens et mondiaux, près de 92 % de l'activité madrilène relève de l'activité tertiaire³. Madrid, peu industrielle, tente de se diversifier, anticipe la mutation numérique de l'économie et s'imaginer en hub international du big data. Elle mise sur son tissu universitaire (l'enseignement secondaire et la recherche sont particulièrement actifs) et sa croissance démographique qui, après une chute significative jusqu'en 2015 s'accélère à nouveau et devient plus cosmopolite⁴, signe de son attractivité. La population qualifiée et le retour des universités au centre ville rassemblent les conditions d'un partenariat accru entre monde économique et recherche, suffisamment attractif pour que des acteurs comme Alstom installent à Madrid son seul centre de recherche hors États-Unis.

Pour relier ces acteurs, Madrid mise sur son système de mobilité : bus, métros et *cercanías* tissent un réseau efficace malgré des appareils roulants vieillissants et le manque d'optimisation des infrastructures et des systèmes de gestion. Les lignes à grande vitesse (AVE) sont performantes tandis que l'aéroport est le principal catalyseur de développement aux plans régional et national et profite de la saturation des autres plates-formes européennes (Londres, par exemple) pour se rendre indispensable. Barajas se confirme porte d'entrée ouest de l'espace économique européen, avec ses 54 millions de voyageurs enregistrés en février 2018 (son record).

Le dynamisme entrepreneurial général s'en ressent, avec plus de 6 % des créations de nouvelles entreprises en 2017 marquant un retour de la confiance économique locale, chez les investisseurs (+ 3 %) comme chez les consommateurs (+ 5,8 %). La confiance est confirmée par la création de plus de 120 000 emplois depuis 2016 (dont 42 % par les PME) et la réduction du taux de chômage en deçà de la moyenne nationale⁵. Quant

1 Les secteurs de l'immobilier, des services (aux particuliers et aux entreprises) et de la finance demeurent relativement faibles (38,6 % pour 58 % à Londres), tandis que l'activité commerciale, touristique et en matière de transport sont élevés (28 % contre 15,1 % pour Londres). Sources : Analyse socioéconomique de la Ville, 2013.

2 Notamment dans les domaines de la distribution d'eau et d'énergie, l'édition, les transports et la communication. Les « services avancés » concernent des emplois hautement qualifiés.

3 91,6 % de la valeur ajoutée brute (valeur ajoutée générée par l'ensemble des acteurs économiques d'un secteur, agrégeant la valeur ajoutée aux biens et services au fur et à mesure des différentes étapes du processus productif) relève des services, 4,3 % de la construction, 4 % de l'industrie et 0,1 % de l'agriculture.

4 En 2017, la population étrangère nouvellement installée a augmenté de 7 % par rapport à 2016, et représente 15 % de la population globale de la ville, tandis que 24 % des Madrilènes sont nés à l'étranger. 57 % de la population dispose d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

5 12,5 % à Madrid contre 46,5 % pour l'Espagne. La réforme de la Loi de travail, en 2013, explique aussi ce chiffre : la flexibilisation du travail et la diminution de la protection des salariés a encouragé les entreprises à embaucher sans pour autant réduire la précarité des travailleurs dont

beaucoup ne cotisent pas à la Sécurité sociale par exemple. Des mesures qui ont eu pour effet la « fuite des cerveaux » à l'étranger. Cette précarisation est à relativiser à Madrid où le nombre d'affiliés à la Sécurité sociale a clairement augmenté.

6 Des entreprises de plus en plus importantes et diversifiées s'installent à Madrid : DB Schenker (centre logistique), Vodafone (data-center), DHL (centre international de technologies logistiques), l'ESA ou Airbus qui tirent parti d'une large offre en espaces productifs aux loyers compétitifs en regard des capitales européennes, bien connectés aux infrastructures régionales et nationales. Madrid serait en 8^e position des villes européennes recevant le plus d'investissements internationaux.

7 Voir *infra*, p. 158.

au PIB il bondit de 3,2 % en 2017 pour atteindre 63,2 % du PIB régional et 12 % du PIB national. L'investissement étranger croît également (+24,7 %), ce qui représente 63 % en Espagne⁶. Selon un scénario jugé plausible d'après la Ville (une croissance annuelle de 2,5 % de la valeur ajoutée brute), les espaces disponibles pourraient être saturés d'ici 2021.

Après une récession qui a précarisé les habitants les plus fragiles, les voyants de l'économie semblent au vert et imposent à la collectivité de la structurer, ce que les dispositifs législatifs permettent. La Ville panache les mesures « classiques » de développement économique en matière de commerce (subvention des marchés municipaux et soutien à la modernisation du commerce traditionnel), de tourisme (*via* son entreprise publique Madrid Destino) et d'entrepreneuriat (impulsant la compétitivité des entreprises récemment créées et en les hébergeant dans des pépinières municipales). Parmi les nouvelles stratégies de développement testées par la Ville :

- le soutien à l'économie sociale avec le projet MARES dégageant des lignes budgétaires et un accompagnement technique des entreprises au sein de lieux dédiés ;

- la stimulation du tissu industriel par la modernisation des espaces productifs de la capitale et la relation renforcée avec le milieu de la recherche et de l'enseignement ;

- la structuration en cinq clusters des principaux « services avancés » : Big Data, cybersécurité, assistance industrielle, architecture et ingénierie et services culturels ;

- l'attraction de l'investissement par la création d'une agence publique : Madrid Investment Attraction ;

- le renforcement de la synergie entre start-up, PME et grandes entreprises au sein d'espaces dédiés et « visibles », comme le Madrid International Lab et La Nave⁷.

Ces cinq lignes, lancées à mi-mandat, portent leurs fruits mais pèchent par la coordination insuffisante avec le gouvernement régional qui lance ses propres programmes. Parfois la Région doublonne l'action municipale lorsque les faits démontrent que c'est avec la Ville et non avec la Communauté que les principaux investisseurs négocient. Cette concurrence économique, reflet « d'enjeux politiques d'un autre âge » selon la municipalité, ralentirait et complexifierait la mutation économique de la capitale. L'enjeu de transition d'une économie financiarisée et déconnectée des lieux à une production de richesse plus diversifiée, mieux inscrite et redistribuée sur son territoire, semble crucial pour la capitale. Madrid a en effet expérimenté dans la douleur des années de crise sa fragilité et sa dépendance à des réseaux globaux univoques. Marier attractivité globale et économie sociale et solidaire, semble le défi économique que Madrid veut relever.

Atelier de réparation de meubles inclus dans la dynamique MARES.

Page de droite : Puisant aux principes de l'économie sociale et solidaire et de l'économie circulaire, Mares fait le lien entre secteurs de la mobilité, de l'alimentation, du recyclage, de l'énergie et des « soins urbains ».

Centrant son action dans les quartiers de Puente de Vallecas, Vicálvaro, Villaverde et Centro, MARES dispose d'« agitateurs territoriaux » dont la mission est de dynamiser le tissu des acteurs, relier les agents stratégiques tout en rapprochant économie sociale et solidaire de l'exercice quotidien de la citoyenneté.



Le projet MARES Économie sociale, solidaire... et circulaire

Mares Madrid vise une transformation durable de la capitale, physique et sociale, par l'économie sociale et solidaire, avec le soutien aux initiatives économiques productives. Cofinancé par l'Union européenne (5 millions d'euros sur cinq ans), MARES propose cinq thèmes : mobilité, alimentation, recyclage, énergie et services (baptisés par la Ville « soins urbains »). Plate-forme de structuration et de soutien aux activités économiques émergentes, le programme met à disposition des entrepreneurs et des citoyens une « communauté d'apprentissage », des lieux d'expression et de partage (la « mer d'idée »), et des outils d'aide à la constitution d'entreprises : une équipe de conseil doublée d'un collège d'experts suit les porteurs de projet tout au long de leur développement¹. En 2018, une trentaine de projets ont vu le jour, aussi divers qu'une « coopérative sociale collaborative spécialisée en architecture et urbanisme durable » (Lluriga), une boutique de vêtements de seconde main, associée à un atelier de retouches (La Sostenible), une entreprise de récupération et de recyclage d'huile de cuisine par des femmes victimes de violence (Otro tiempo, otro planeta) ou une application locale de mise en relation d'utilisateurs de covoiturage (Dedocar). Encore

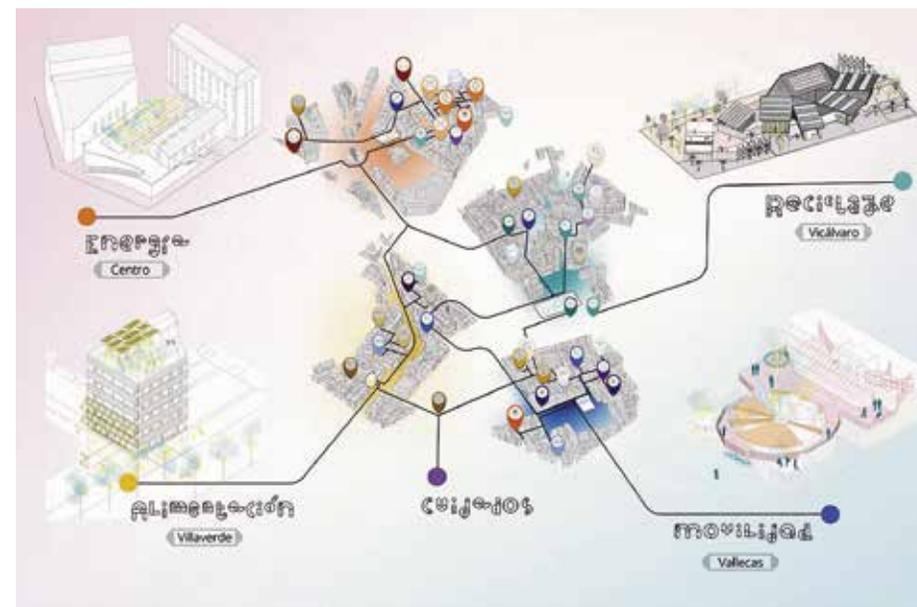
à ses débuts, la démarche illustre la volonté publique de sortir des cadres économiques habituels pour chercher des potentiels au sein même des quartiers.

La mobilité

Face à une croissance annuelle de 20 % de l'usage du vélo, l'explosion du covoiturage ou l'invention de nouveaux services et applications pour faciliter l'usage des transports en commun, la mobilité peut désormais échapper aux grandes entreprises publiques qui en avaient jusque-là le monopole. Envisager la mobilité au sens large pour imaginer des solutions qui dépassent la dichotomie traditionnelle entre transport public et individuel est ainsi à l'origine d'initiatives entrepreneuriales orientées vers les services ou la gestion de données.

L'alimentation

La demande d'une alimentation bio explose à l'échelle européenne, et Madrid est la seconde région espagnole où sa croissance est la plus rapide. Mais le gap économique reste important : produire des aliments de proximité, de saison, issus d'une agriculture biologique ou d'un commerce équitable à un prix acceptable reste un défi. Et ce défi



ne pourra être relevé que localement. Le renouvellement des structures de gestion coopératives et communautaires pour les adapter aux contextes des quartiers est au cœur du dispositif, comme le soutien aux initiatives artisanales à l'origine d'une gastronomie « locale et solidaire ».

Le recyclage

Seuls 20 % des 400 kg de déchets produits par chaque Madrilène sont recyclés. Ce qui accroît de manière conséquente la consommation énergétique et l'impact environnemental correspondants. Lutter contre l'obsolescence programmée en allongeant le cycle de vie des objets (meubles, appareils électroménagers, jouets, vêtements ou même aliments) fait émerger un nouveau secteur économique qui substitue au binôme « utiliser/jeter » la triade « recycler, réutiliser, réparer ». Mares organise la mise en réseau des initiatives et entreprises de recyclage à l'échelle de chaque quartier dans une vision « métaboliste » faisant des déchets des uns les ressources des autres.

L'énergie

Bien commun essentiel à toute activité humaine, l'énergie est consommée de manière insoutenable, d'autant que l'Espagne dépend à 85 % de l'étranger (la Comunidad de Madrid

à hauteur de 99%). Soutenir les énergies renouvelables et la performance thermique des logements passe par une meilleure connaissance des comportements (consommations) et par des systèmes de production et de distribution locaux, intégrés aux tissus urbains et aux communautés de voisins, à l'origine d'une « énergie communautaire » de proximité.

Les « soins urbains »

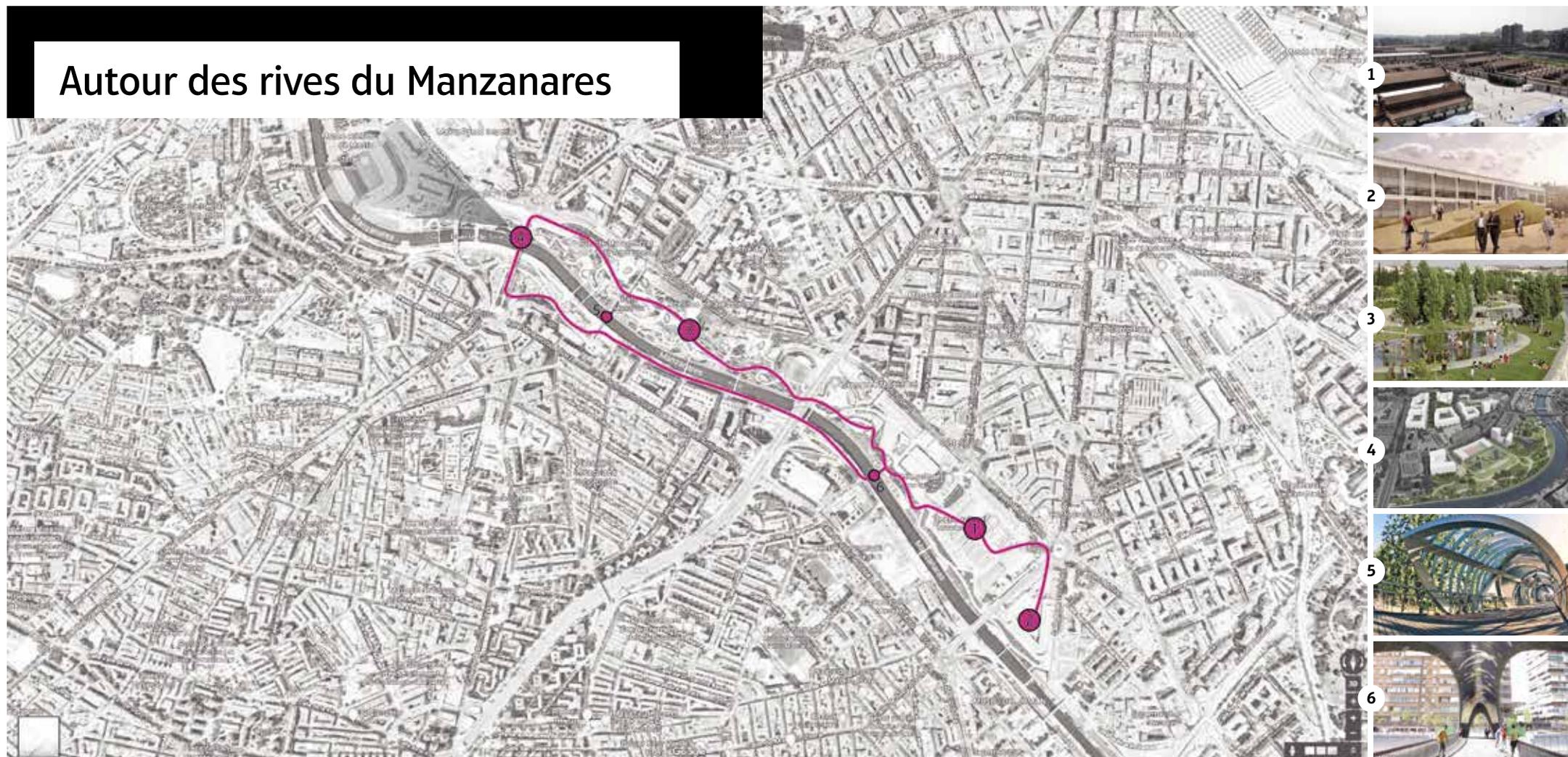
L'ensemble des tâches, invisibles mais indispensables au bon fonctionnement des entreprises et de la vie de quartier, comprend la propreté de l'espace public, l'alimentation ou le service aux personnes : des travaux peu valorisés et presque jamais rémunérés, en grande majorité effectués par des femmes. Or, la demande explose à Madrid, pour s'occuper des personnes âgées et des enfants ou remplir les tâches ménagères, au sein des foyers comme des entreprises. La Ville soutient la création d'entreprises capables de structurer la demande et de créer des emplois dignes et socialement valorisés. ●

¹ Des espaces de rencontre permettent d'offrir les réseaux tandis que les nouveaux entrepreneurs peuvent bénéficier de « stages » dans des entreprises locales du même secteur.

4 parcours pour découvrir Madrid



Autour des rives du Manzanares



Au départ du **Matadero**, anciens abattoirs rénovés à partir du milieu des années 2000, ce parcours part à la découverte des berges de la rivière reconquises dès 2004 par l'ambitieux projet **Madrid Río** qui a enterré les voies de la M-30 pour dégager un espace ouvert, inédit par ses proportions. Sur quelque sept kilomètres de promenade, se déploie l'un des principaux projets de régénération urbaine qui a contribué

à réconcilier Madrid avec sa rivière, devenant un trait d'union entre le nord (riche) et le sud (défavorisé) de la capitale, mais aussi entre le centre historique et son extension récente à l'ouest. Le parcours conduit à l'ancien **marché de gros de Legazpi**, l'un des premiers bâtiments en béton armé espagnols qui devrait bientôt accueillir une partie de l'administration municipale, puis de l'**Espacio vecinal arganzuela**, espace associatif ouvert

sur son quartier. Il se poursuit avec le **parc de l'Arganzuela et sa passerelle-mirador** (Dominique Perrault Architecture), devenus l'une des destinations favorites des Madrilènes. À l'extrémité nord, un arrêt au niveau du **pont de Tolède** (dessiné par Pedro de Ribera au XVIII^e siècle) permet d'évoquer le projet urbain de **Mahou-Calderón**, comprenant la destruction du stade Vicente Calderón qui transformera en profondeur

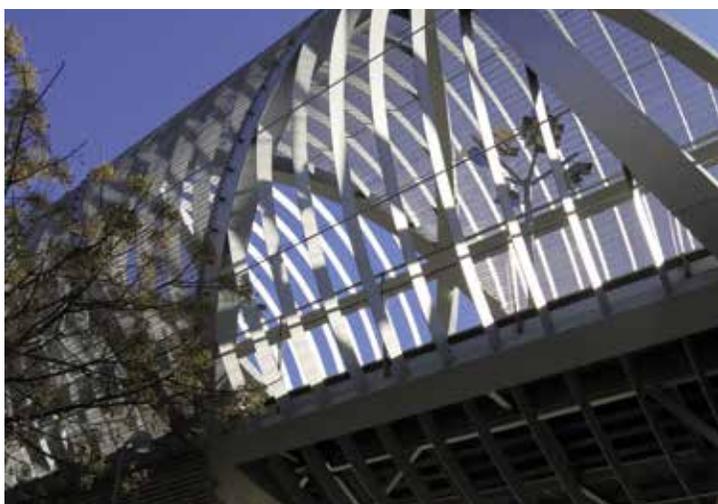
la silhouette ouest de la ville historique. Le parcours est l'occasion d'emprunter certains des nouveaux franchissements de la rivière, dont les ponts « coquille » (**puentes Cáscara**) revêtus de mosaïques inscrivant le portrait des habitants dans l'intrados de leurs voûtes, comme autant de constellations. ●

Autour des rives du Manzanares



Matadero Madrid

À la fois centre culturel et espace public, le Matadero régénère les anciens abattoirs municipaux fermés en 1996, sur les rives du Manzanares. Les différentes institutions culturelles et sociales, publiques et privées, qu'il héberge en font l'un des foyers de créativité citoyenne de la ville.



Passerelle de l'Arganzuela

Reliant les quartiers de Carabanchel et Arganzuela, entre les ponts de Tolède (première moitié du XVIII^e siècle) et de Prague, cette passerelle en acier dessinée par l'architecte Dominique Perrault a été inaugurée en 2011. Conçue à la fois comme liaison et belvédère sur la rivière, la passerelle est constituée de deux corps structurels tronconiques légèrement décalés d'une portée de 150 et 128 mètres, reposant partiellement sur une colline artificielle.

Puentes Cáscara

Ces deux passerelles couvertes s'affirment comme lieux à part entière et espaces d'« expérience de la rivière » pour les urbains. Leurs voûtes sont recouvertes de mosaïques réalisées par l'artiste Daniel Canogar : plus de 6,5 millions de tesselles et deux cent soixante couleurs différentes ont été nécessaires pour représenter des habitants des deux quartiers réunis par ces nouveaux ouvrages.



Parque de l'Arganzuela

Vaste espace élargissant le dessin linéaire des rives, ce parc concentre la majeure partie des équipements de loisir, ainsi que quelques bâtiments techniques et de gestion. Commandé par Fernando VII pour célébrer la naissance de sa fille Isabel II, l'obélisque de la Castellana, qui a connu plusieurs emplacements depuis 1833, se trouve désormais dans cette section de parc qu'il vient ponctuer et doter d'un point de rendez-vous.



Mercado central de Frutas y Hortalizas de Legazpi

Ce marché de gros spécialisé dans la distribution des fruits et légumes, voisin direct du Matadero, se distingue par son plan triangulaire et sa structure de béton armé organisant des plateaux sur deux niveaux accessibles aux poids lourds. Conçu par les architectes Luis Bellido González (concepteur du Matadero, dans un style architectural radicalement différent), Francisco Javier Ferrero (précurseur de l'utilisation du béton armé à Madrid) et l'ingénieur Alfonso Peña Boeuf, le bâtiment fut mis en œuvre à partir de 1926 et pendant près de dix années. À la fin du XX^e

siècle, la création de Mercamadrid, plate-forme de distribution, commercialisation, transformation et logistique pour les aliments frais, situé en périphérie sud de la capitale, a entraîné sa fermeture. Les lieux sont aujourd'hui au cœur d'un projet de nouveaux espaces pour l'administration municipale, d'équipements publics de proximité et de bâtiments neufs destinés à une programmation tertiaire, en vis-à-vis de la place de Legazpi.



Mahou-Calderón

Accueillant aujourd'hui le stade Vicente Calderón qui sera bientôt détruit, cette séquence de parc le long des berges est la dernière des réalisations. Contrairement au projet initial qui prévoyait la construction de tours et l'achèvement du projet Madrid Río selon les plans d'origine, le tronçon de M-30 ne sera pas enterré mais recouvert tandis que la densité bâtie prévue dans le quartier adjacent est revue à la baisse.



Naviguer dans la périphérie de la capitale



La solidarité du projet urbain madrilène passe par l'effort de rééquilibrage territorial : entre nord-ouest et sud-est mais aussi entre centre et périphérie. Ce parcours sort des sentiers battus et part à la découverte des quartiers les plus exposés aux conséquences de la crise, dans cette « ville invisible » née sous le franquisme et, depuis, laissée à l'écart des grands projets municipaux. C'est l'occasion de toucher du doigt

le « paysage lunaire » hérité de l'éclatement de la bulle immobilière, et de comprendre comment les programmes d'activation de l'espace public, à commencer par l'**Eco-boulevard de Vallecas**, ont résisté aux années de vaches maigres pour se constituer progressivement en polarités de quartier. La visite se déplace ensuite dans les quartiers de **Villaverde** et d'**Orcasur**, dont l'effervescence est particulièrement

sensible : projets issus du **budget participatif**, du dispositif Imagina Madrid, inclus dans la plate-forme « Reinventing Cities », ou encore projets pilotes du programme Plan MAD-RE (le réseau des belvédères de Villaverde). Point d'orgue de la visite, l'exploration de **La Nave**, nouveau temple de l'innovation solidaire de la capitale, hébergé dans les anciennes usines Boetticher. ●

Naviguer dans la périphérie de la capitale



La Nave
« Point de rencontre » entre les citoyens, les entreprises et le « vibrant réseau de professionnels novateurs » madrilène en quête d'accélération économique et de visibilité, La Nave, installée dans les anciens bâtiments industriels de la Fábrica Boetticher, dans le quartier de Villaverde, est un espace de collaboration transversale entre société civile, monde entrepreneurial et acteurs publics et parapublics. Ses trois lignes stratégiques sont : la formation aux tendances technologiques et à l'innovation économique ; l'accélération et l'évolution des projets en vue d'impulser de nouvelles start-up, puis de les transformer en entreprises ; la connexion des écosystèmes créatifs local et européen.

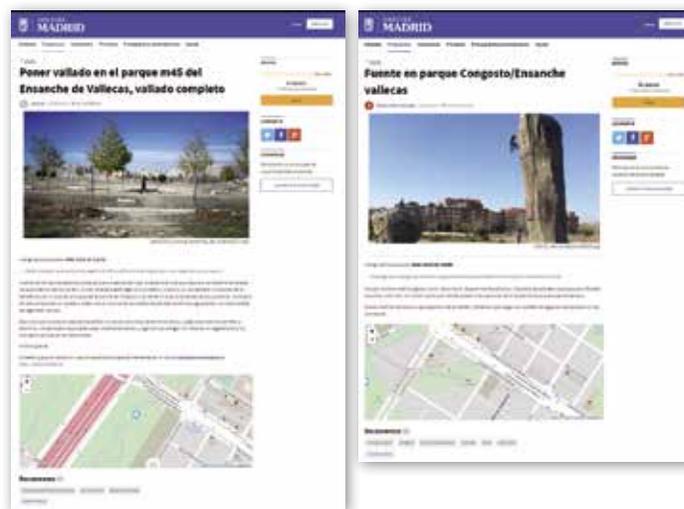
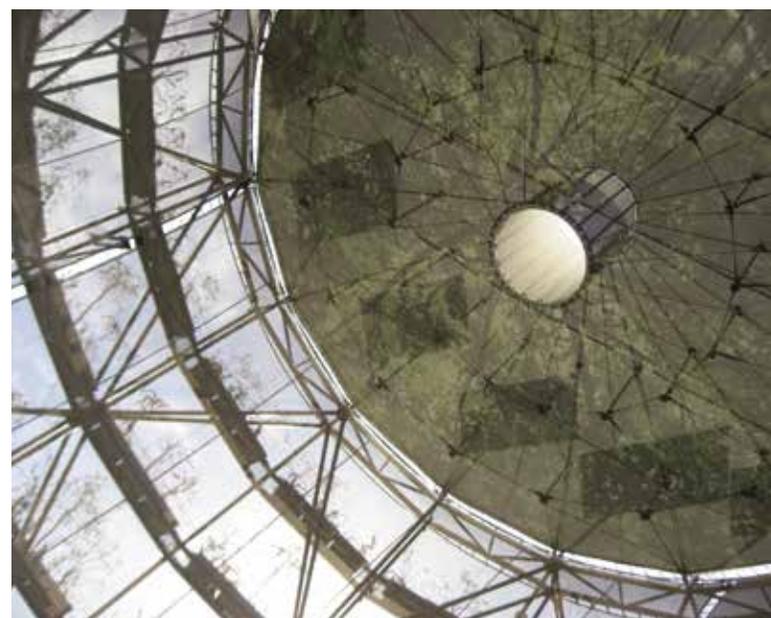


Marché d'Orcasur

Parmi les quatre sites inscrits dans le processus « Reinventing Cities » lancé par le C40, celui de l'ancien marché d'Orcasur, fermé par la Ville il y a quelques années, est l'un des plus problématiques : incivilités et dégradations des espaces publics au sein d'un tissu urbain mal en point et d'une paupérisation qui s'accélère, l'ancien marché est appelé à catalyser la régénération du quartier.



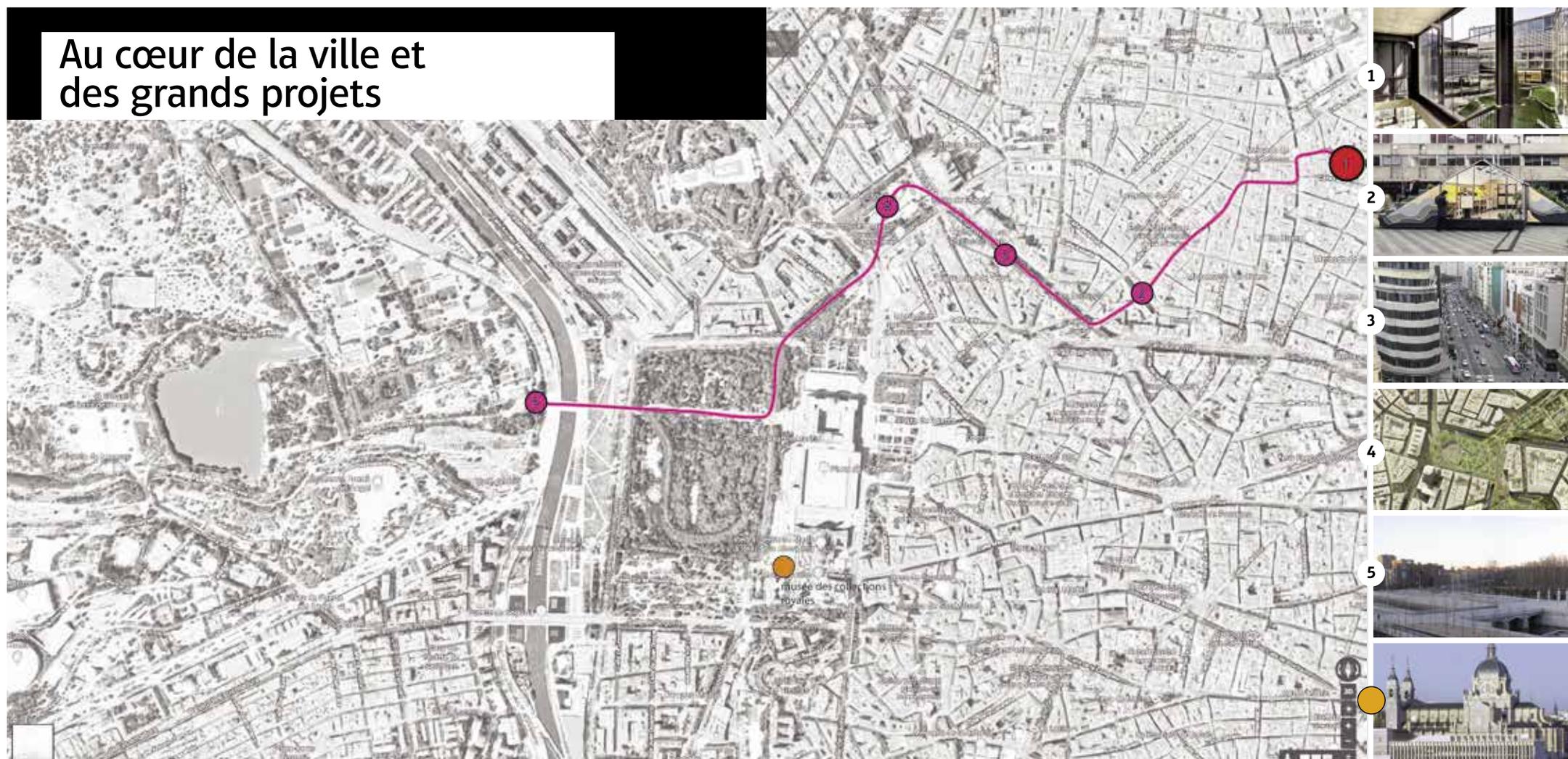
Eco-boulevard de Vallecas
Qualifié d'opération de recyclage urbain par ses concepteurs (Ecosistema Urbano), ce projet veut faire émerger une « nature urbaine » à deux facettes : une « nature sociale », support d'activités, et une « nature environnementale », à l'origine d'une adaptation bioclimatique de l'espace public. Trois « arbres d'air » — structures métalliques équipées de systèmes passifs de rafraîchissement (cheminées de ventilation, évapotranspiration, brumisation) — viennent occuper un terre-plein central dont les arbres d'alignement peinent, du fait de leur jeune âge, à procurer le confort nécessaire dans cette opération neuve de la périphérie sud de la ville. Réponse à la fois pragmatique et poétique, l'Eco-boulevard et ses « arbres », adaptés au climat du Jiangsu, ont contribué à représenter l'Espagne lors de l'Exposition universelle de Shanghai en 2010.



Projets du budget participatif
Depuis 2016, les projets réalisés dans le cadre du budget participatif décrivent une nébuleuse d'actions locales de nature et d'échelles très diverses. Tous les quartiers sont intégrés dans la démarche qui permet aux citoyens de déterminer, par proposition directe, l'utilisation d'une part du budget municipal. En 2018, 30 millions d'euros ont été consacrés à ces projets, sélectionnés et précisés dans le cadre de la plate-forme Decide Madrid.



Au cœur de la ville et des grands projets



Abordant les différentes facettes de la participation enclenchée par la Ville dans le cadre des grands projets d'espace public, ce parcours relie le quartier de Chueca aux abords du complexe palatial. Il débute au **Colegio oficial de arquitectos de Madrid (COAM)**, bâtiment complexe installé dans un ancien couvent, qui se déploie autour d'un jardin offrant sa fraîcheur au tissu urbain dense. Il se poursuit par la découverte des « backstages » de

la Gran Vía, notamment la « Plaza de la Luna » (**Plaza Santa Maria Soledad Torres Acosta**), sous les projecteurs du dernier concours European (2017), emprunte **Gran Vía**, artère hygiéniste devenue épicerie culturelle, qui fait l'objet d'une refonte en profondeur de l'espace public et de la mobilité, s'attarde sur la **Plaza de España**, dont le choix du projet de mutation a été l'un des grands moments du dispositif participatif municipal. Il s'achève au

niveau de la rivière, permettant de comprendre la topographie de la capitale en parcourant les **jardins de Sabatini**, puis le **parc du Campo del Moro**, bientôt réintégrés au domaine public pour faciliter le lien entre la ville et sa rivière. ●

Au cœur de la ville et des grands projets



Colegio oficial de arquitectos de Madrid (COAM)

Corporation de droit public créée par décret royal en 1929, le « collège des architectes » dépend de la Région autonome de Madrid. Installé dans la rue Hortaleza en plein cœur du quartier central de Chueca, le COAM abrite une bibliothèque, la Fundación Arquitectura (qui organise des cours, des expositions et des conférences

pour sensibiliser le grand public à la question architecturale). Le bâtiment actuel, réhabilitation des anciennes écoles Pías de San Antón, est un projet conçu par l'architecte Gonzalo Moure, inauguré en 2012. Il mixe espaces propres au COAM et programmes sociaux portés par la Ville : crèche, centre de jour pour personnes âgées, gymnase et école de musique de quartier,



en plus d'un parking mutualisé avec les usages résidentiels des environs. Le nouveau complexe de bâtiments intègre également l'église baroque de San Antón, monument historique réhabilité. La diversité programmatique est fédérée autour d'un cœur d'îlot partiellement végétalisé, accessible et conçu comme un nouvel espace public du quartier.

Madrid International Lab

Centre municipal se voulant référence en matière d'innovation et d'internationalisation, l'International Lab est une tentative de collaboration entre le public et le privé en vue de soutenir l'activité entrepreneuriale dans la capitale : lieu de conseil et d'hébergement de start-up, installé calle Bailen, à proximité du Palais royal, il organise une série d'événements tournés vers l'international.



Plaza de España

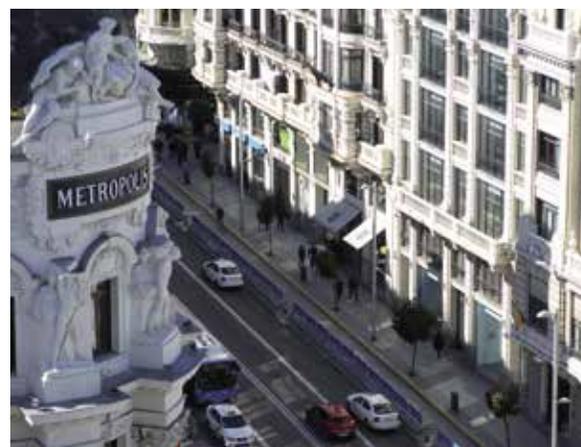
En plein cœur de l'« almendra » (« amande » centrale de la ville historique) et bordée d'édifices de grande hauteur aux contours presque soviétiques (l'Edificio España est en cours de réhabilitation en hôtel), la Plaza de España s'est longtemps cherché une destinée. Située à la convergence de la Gran Vía et de la corniche du Palais royal, plus grand complexe palatial d'Europe occidentale (près de deux fois plus grand que Versailles ou Buckingham), la place a longtemps péché par manque d'attractivité. Le Monument à Cervantès — fontaine accompagnée de sculptures en bronze et d'un verger d'oliviers censé évoquer le paysage castillan, initié en 1915, mais achevé sous le franquisme cinquante ans plus tard — et le manque de dynamisme des rez-de-chaussée alentour

n'ont pas facilité l'appropriation de ce vaste espace de la capitale. Au statu quo succède désormais une émulation entretenue par le processus participatif de la plate-forme Decide Madrid qui a débouché, après plusieurs tours de scrutin populaire, sur le choix d'un projet ambitieux de régénération. La place s'apprête ainsi à intégrer la trame environnementale que la Ville souhaite renforcer dans son hypercentre, et les infrastructures routières à muter en viaducs pour piétons et cycles. Ce qui donnera accès aux jardins historiques de Sabatini puis au Campo del Moro et au parc Madrid Río, tandis que les accès au métro et un centre commercial en sous-sol, aujourd'hui moribond, prendront part au nouveau dispositif d'espace public.



Plaza Santa Maria Soledad Torres Acosta
Aussi appelée « place de la Lune », du nom de la rue qui en borde le plus grand côté, cette place monopolisée par un parking souterrain qui contraint toute végétalisation de sa surface est partie prenante du « système Gran Vía », proposé aux concepteurs lors du dernier concours European afin de définir les contours d'une « ville productive ». Si elle concentre les conflits

d'usages, elle est aussi, depuis le début des années 2000, le lieu d'événements artistiques et d'installations de collectifs d'architectes. Ecosistema Urbana proposa en 2006 de transformer la place en plage, tandis que le projet « Montaña en la Luna » (montagne lunaire) du collectif d'architectes Studio Enorme, l'équipe de structures légères et mobiles formant des gradins végétalisés.



Gran Vía

Artère par laquelle l'époque moderne est arrivée à Madrid, la Gran Vía a projeté la ville historique dans l'âge du « pré-urbanisme », pour reprendre les termes de Françoise Choay : la voie est d'ailleurs contemporaine du terme « urbanisme », apparu en 1910. Transformant en profondeur le tissu bâti historique, bordée d'édifices éclectiques, parfois spectaculaires, la nouvelle voie laisse impensés ses « arrières » que la Ville souhaite désormais

revaloriser par la mise en réseau de places et de rues connexes. Ce qui laisse place à la végétation et régénère des infrastructures de stationnement obsolètes et sources de nuisances. Élément crucial de la mobilité urbaine, Gran Vía est très rapidement saturée, situation devenue intenable aujourd'hui. La Ville met en œuvre un projet d'atténuation de la circulation automobile individuelle au profit des autres modes de mobilité et d'espaces piétons et cyclistes plus généreux.



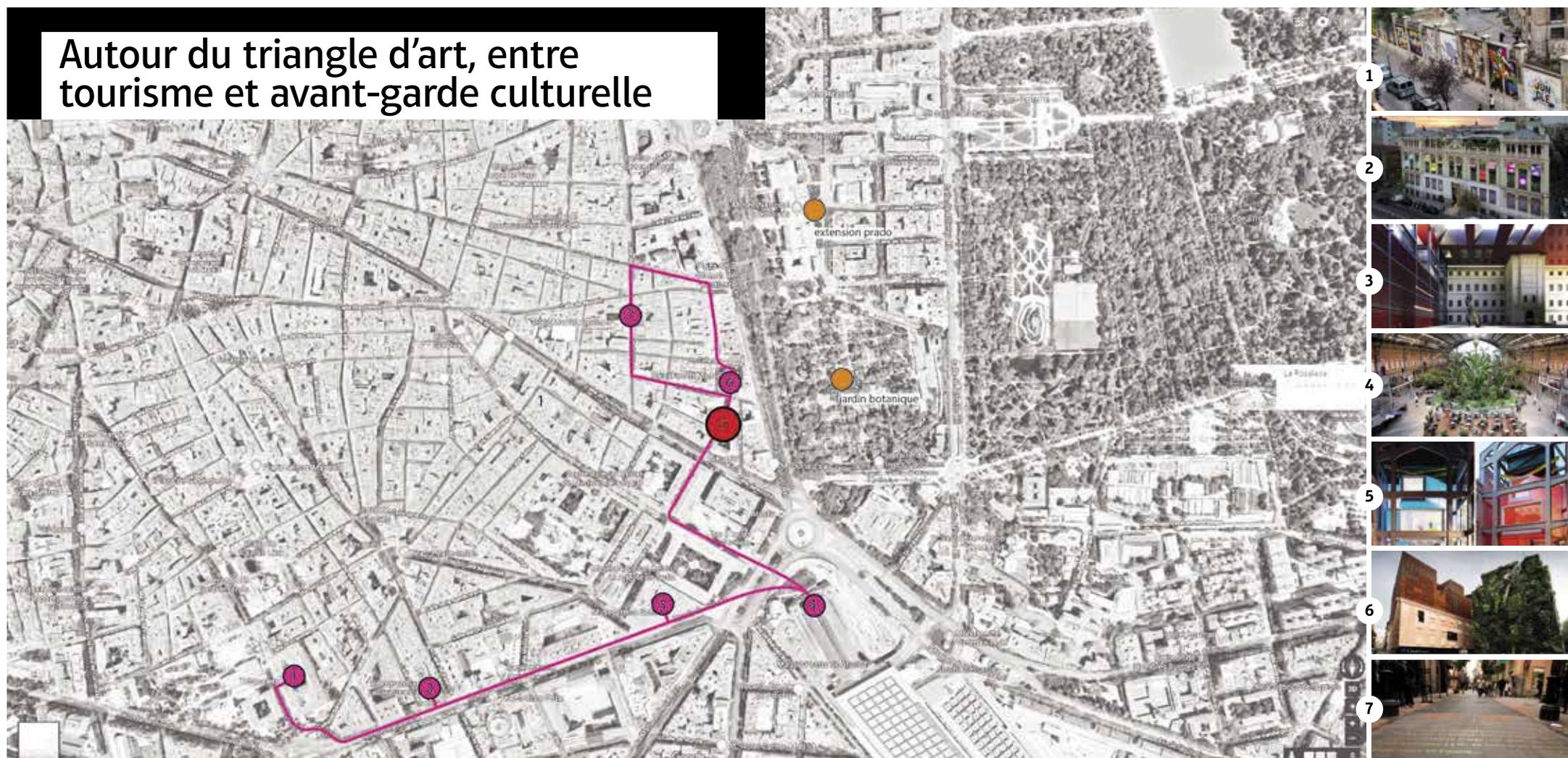
La Scène monumentale de Madrid Río

Au sein du parc réalisé entre 2006 et 2012 sur plus de 7 km des rives du Manzanares, la Scène monumentale confirme son statut de destination incontournable de

la ville : au débouché du Puente del Rey (pont du Roi), elle marque l'entrée au parc de la Casa de Campo. Formant parvis et offrant une vue sur le Palais royal et sa corniche, la Scène monumentale n'a rien à envier aux autres « pièces » du

parc comme le Salón de Pinos (salon des Pins), épine dorsale autour de laquelle s'articulent les entités de paysage et les jardins thématiques maillés de dix-sept aires de jeux pour enfants.

Autour du triangle d'art, entre tourisme et avant-garde culturelle



L'écosystème de créativité favorisé par la ville est le fil conducteur de ce parcours qui, autour de l'axe historique des Prados, introduit aux hauts lieux culturels de la capitale et permet de comprendre la diversité de la programmation madrilène : centres culturels exposés à une « dérive » touristique comme la **Tabacalera**, fondation privée largement ouverte au grand public et centrée sur l'innovation urbaine, comme la **Casa**

Encendida ou comme des édifices plus « pointus » tels le **Caixa Forum Madrid** (Herzog et de Meuron architectes) ou le **Musée national – Centre d'art Reina Sofía** dont l'extension a été conçue par les Ateliers Jean Nouvel. Le parcours fait une pause dans la principale gare de la ville, **Madrid-Atocha**, dont la restructuration en hub métropolitain et national de mobilité a été confiée à Rafael Moneo depuis la fin des années 1980. Enfin, il propose

la découverte du **barrio de Las Letras** et du **Medialab-Prado**, laboratoire citoyen de premier plan à l'avant-garde de la créativité citoyenne de la capitale. Ce parcours peut se compléter par une déambulation dans le jardin botanique, la visite du musée du Prado et de son extension (Rafael Moneo) ou de la fondation Thyssen-Bornemisza, augmentée d'un bâtiment d'entrée et de salles d'exposition. ●

Autour du triangle d'art, entre tourisme et avant-garde culturelle

Le Musée national – Centre d'art Reina Sofia
Plus simplement appelée Le Reina par les Madrilènes, l'institution abrite les collections nationales d'art moderne et contemporain. Installé dans l'ancien hôpital de San Carlos (fin du XVIII^e siècle), transformé à partir des années 1980 en espace muséal. Le

temps des expositions temporaires laisse place à l'exposition pérenne de la collection en 1992. Après trois ans de travaux, l'extension (Jean Nouvel, architecte) est inaugurée en 2005, permettant au musée d'augmenter ses espaces de plus de 60 %.



La Tabacalera

Regroupement d'un centre social autogéré et d'un espace de promotion artistique (porté par le ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sports), l'ancienne Fábrica de Tabacos anime le quartier de Lavapiés grâce à une programmation hétéroclite. Côté centre social, théâtre, danse, musique, peinture, conférences, réunions, ateliers et interventions dans l'espace public affichent la créativité des habitants : le caractère collectif et l'ambition de transformation sociale sont érigés en vertus cardinales. Les 8 000 m² de cet immense bâtiment

du cœur dense de la ville historique sont pourtant l'objet d'une polémique entre acteurs sociaux et culturels locaux et nationaux, renforcée par l'irruption d'acteurs privés qui miseraient, selon leurs détracteurs, sur l'évolution touristique du site. La Fundación Fontanals Cisneros a récemment légué une partie de son fonds d'art latino-américain en partenariat avec le Centre d'art Reina Sofia qui souhaite installer dans une partie du bâtiment des résidences artistiques.



La gare de Madrid-Atocha

Plus grande gare espagnole, Atocha (anciennement « gare du Midi ») est la principale et plus ancienne gare du réseau de la Renfe à Madrid (1851). Plusieurs terminaux en font un hub crucial du modèle de mobilité madrilène : grandes lignes (dont ligne à grande vitesse – AVE), lignes de banlieue (Cercanías) et métro s'y rencontrent. En 1992, l'architecte Rafael Moneo est chargé de transformer les lieux en profondeur : la nef historique mute

en serre (4 000 m² accueillant plus de 6 000 plantes et arbres tropicaux), tandis que de nouveaux bâtiments sont aménagés pour optimiser les flux de voyageurs : les grandes lignes restent en surface et les lignes locales gagnent le sous-sol. Atocha-Madrid est relié à la seconde gare de la capitale (Chamartin), au nord, par plusieurs tunnels dédiés chacun à une catégorie ferroviaire.



Caixa Forum Madrid

Musée et centre culturel bordant le Paseo del Prado, le Caixa Forum, livré en 2007 par les architectes Herzog et de Meuron, occupe une ancienne station électrique du quartier de Las Letras. Les façades du bâtiment « historique » en brique ont été préservées après une opération complexe de surélévation du bâtiment de plusieurs niveaux habillés d'acier corten. Spectaculaire, le bâtiment est doublé d'un mur végétal (réalisé par Patrick Blanc) ; il occupe l'entièreté d'un pignon aveugle et fait office de signal depuis les Prados. La programmation du Forum est très vaste, balayant tous les médias et époques, même si elle est souvent centrée sur les arts visuels.

La Casa Encendida
Centre social et culturel, la Fundación Montemadrid articule sa programmation autour de quatre axes : la culture, la solidarité, l'environnement et l'éducation. Avec pour objectif de « s'adapter aux changements globaux et d'anticiper les nouveaux besoins sociaux et culturels », la Casa Encendida se veut tout à la fois centre culturel (tourné vers les expressions artistiques d'avant-garde), centre social (par la promotion

de projets collectifs autour du handicap, de la coopération, de l'emploi et du volontariat), centre de formation (en proposant des outils de développement professionnel et personnel). Le lieu se veut également espace de réflexion et de débat ouvert sur l'espace public et plate-forme de diffusion, laboratoire de création et foyer de stimulation (enfants et jeunes).



Le barrio de Las Letras
Aussi appelé « quartier des Lettres et des Muses », ce quartier appartient à l'arrondissement « centre » de Madrid et doit son nom à l'intense activité littéraire des XVI^e et XVII^e siècles, Siècle d'or espagnol. S'il reste peu de bâtiments remontant à cette époque et que le quartier

brille davantage désormais par ses bars et discothèques offerts au tourisme de masse que par son érudition littéraire, l'ambiance culturelle du quartier perdure, ravivée par les campagnes de rénovation de l'espace public depuis les années 2000.

Le Medialab-Prado

Espace culturel et laboratoire citoyen relevant de la Ville, le Medialab occupe le sous-sol de la Plaza de Las Letras ainsi que l'ancienne Serrería Belga. Lieu de production, de recherche et de diffusion, le Medialab cible les nouvelles formes d'expérimentation et d'apprentissage collaboratif nées de la généralisation des réseaux numériques. (Cf. supra, p. 164.)

